

**TABLE**  
DU  
**JOURNAL OFFICIEL**

**DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

---

**DOCUMENTS PARLEMENTAIRES**

---

**CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE**

**SESSION DE 1955-1956**



**PARIS**  
**IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS**

**31, QUAI VOLTAIRE, 31**

**1957**

# Les éditions des JOURNAUX OFFICIELS

- I. — **LOIS ET DECRETS** (Textes des lois, décrets, arrêtés et circulaires, avis et communications, informations et annonces).
- II. — **DEBATS** (Compte rendu « in extenso » des séances; questions écrites, réponses des ministres à ces questions):  
 1° De l'Assemblée nationale;  
 2° Du Conseil de la République;  
 3° De l'Assemblée de l'Union française.
- III. — **DOCUMENTS** (Projets et propositions de lois, propositions de résolutions, rapports et avis):  
 1° De l'Assemblée nationale;  
 2° Du Conseil de la République;  
 3° De l'Assemblée de l'Union française.
- IV. — **CONSEIL ECONOMIQUE:**  
 1° Avis et rapports du Conseil économique;  
 2° Bulletin du Conseil économique (Compte rendu analytique des séances).
- V. — **TEXTES D'INTERET GENERAL** (Extraits de l'édition des lois et décrets en fascicules hebdomadaires ou monographies).
- VI. — **BULLETIN OFFICIEL DES DECORATIONS, MEDAILLES ET RECOMPENSES:**  
 Attribution des décorations, médailles et récompenses diverses. — Tableaux de concours pour la Légion d'honneur et la Médaille militaire (à l'exclusion des nominations qui paraissent dans l'édition lois et décrets).
- VII. — **BULLETIN OFFICIEL DU REGISTRE DU COMMERCE ET DU REGISTRE DES METIERS:**  
 Inscriptions diverses aux deux registres (créations de fonds, modifications, radiations). — Faillites et liquidations judiciaires. — Avis divers.
- VIII. — **BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES** à la charge des sociétés financières (Notices d'émission ou de regroupement d'actions et d'obligations des sociétés anonymes). — Formation, modification et dissolution des sociétés à responsabilité limitée. — Convocations d'assemblées. — Homologation de décisions d'assemblées d'obligataires. — Publications périodiques des banques et sociétés d'investissement. — Avis relatifs aux transferts des titres nominatifs. — Listes de commissaires aux comptes. — Avis divers, etc.).
- IX. — **BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX** (Décrets, arrêtés, décisions, circulaires et barèmes concernant les prix).
- X. — **BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES DES MARCHES PUBLICS** (Avis d'adjudications, d'appels d'offres ou de marchés de gré à gré, transmis par les administrations, les collectivités et établissements publics).
- XI. — **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** (Rapports et statistiques des administrations).

## Les Tables annuelles

	Prix		Prix
I. — <b>LOIS ET DECRETS</b> (1).....	300 F.	III. — <b>TABLES DES DOCUMENTS:</b>	
1° Table analytique;		1° De l'Assemblée nationale.....	100 F.
2° Table chronologique;		2° Du Conseil de la République.....	50 F.
3° Table des annonces.		3° De l'Assemblée de l'Union française.....	30 F.
II. — <b>DEBATS:</b>		IV. — <b>CONSEIL ECONOMIQUE:</b>	
A. — Assemblée nationale.....	250 F.	1° Table des avis et rapports.....	15 F.
1° Table des travaux parlementaires;		2° Table du bulletin.....	15 F.
2° Table des noms;		V. — <b>TABLE DES TEXTES D'INTERET GENERAL</b>	
3° Table des questions écrites.		(Prix selon le volume.)	
B. — Conseil de la République.....	200 F.	VI. — <b>TABLE DU BULLETIN OFFICIEL DES DECORATIONS, MEDAILLES ET RECOMPENSES....</b>	10 F.
1° Table des travaux parlementaires;		VII. — <b>TABLE DU BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES .....</b>	30 F.
2° Table des noms;		VIII. — <b>TABLE DU BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX.....</b>	15 F.
3° Table des questions écrites.		IX. — <b>TABLE DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS....</b>	10 F.
C. — Assemblée de l'Union française.....	75 F.		
1° Table des travaux;			
2° Table des noms;			
3° Table des questions écrites.			

(1) Le prix des **Tables mensuelles** (Edition lois et décrets) est fixé à 50 F; ces Tables sont fournies gratuitement aux abonnés suivant la durée de leur abonnement.

Les Tables annuelles d'une édition sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an. Un tableau de concordance est annexé aux Tables de chaque édition.

## TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Documents parlementaires avec les numéros des feuilles annexes  
et la Date de parution au "Journal officiel"

### SESSION DE 1955-1956

DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES	DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES
4 novembre 1956.....	1	1 à 32	16 avril 1957.....	17	449 à 480
4 novembre 1956.....	2	33 à 64	16 avril 1957.....	18	480 à 512
7 novembre 1956.....	3	65 à 96	18 avril 1957.....	19	513 à 544
7 novembre 1956.....	4	97 à 128	18 avril 1957.....	20	545 à 576
15 novembre 1956.....	5	129 à 144	24 avril 1957.....	21	577 à 608
15 novembre 1956.....	6	145 à 160	24 avril 1957.....	22	609 à 640
16 novembre 1956.....	7	161 à 176	28 avril 1957.....	23	641 à 672
16 novembre 1956.....	8	177 à 192	28 avril 1957.....	24	673 à 704
25 novembre 1956.....	9	193 à 224	3 mai 1957.....	25	705 à 736
25 novembre 1956.....	10	225 à 256	3 mai 1957.....	26	737 à 768
5 janvier 1957.....	11	257 à 288	5 mai 1957.....	27	769 à 800
5 janvier 1957.....	12	289 à 320	5 mai 1957.....	28	801 à 832
12 janvier 1957.....	13	321 à 352	9 mai 1957.....	29	833 à 864
12 janvier 1957.....	14	353 à 384	9 mai 1957.....	30	865 à 896
29 janvier 1957.....	15	385 à 416	11 mai 1957.....	31	897 à 928
29 janvier 1957.....	16	417 à 448	11 mai 1957.....	32	929 à 960
			25 mai 1957.....	33	961 à 976
			25 mai 1957.....	34	977 à 982

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## SESSION DE 1955-1956 (1)

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.

Les impressions parlementaires du Conseil de la République sont ainsi numérotées :

Session de 1955-1956 : N<sup>os</sup> 1 à 731.

1. — Allocution de M. Marius Moutet, président d'âge, p. 1.
2. — Allocution de M. Monnerville, président du Conseil de la République, p. 1.
3. — Projet de loi portant autorisation des travaux de construction d'un pont à travée levante au Martrou, sur la Charente, p. 1.
4. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2.
5. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 2.
6. — Proposition de résolution de M. Maurice Walker relative à l'aromatization artificielle de la margarine, p. 2.
7. — Proposition de résolution de M. Symphor tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique, p. 3.
8. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en troisième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil (secrétariat général permanent de la défense nationale) pour l'exercice 1955, p. 3.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 9808, 11107, 11237, 11279, 11459, 11478, 11568 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>os</sup> 427, 547, 557, 563 (année 1955).
9. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux conditions de restitutions aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, p. 4.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 7657, 10877, 11210, 11331 (2<sup>e</sup> législ.).
10. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, p. 4.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 3792, 9063, 10789, 11276 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 283 (année 1955).
11. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre obligatoire la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, p. 4.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 9796, 10329, 11332, 11333 (2<sup>e</sup> législ.).
12. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances, p. 5.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>o</sup> 10699, 11164 (2<sup>e</sup> législ.).
13. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre le bénéfice des pensions d'invalidité aux veuves de la guerre 1914-1918 ayant acquis la nationalité française par voie de mariage avec les Alsaciens ou des Lorrains, p. 5.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 3701, 11076 (2<sup>e</sup> législ.).
14. — Proposition de résolution de M. Ernest Pezet demandant l'institution de télégrammes de luxe, p. 5.
15. — Proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à modifier l'article 18 du règlement, p. 6.
16. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail, p. 6.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 1650, 10280, 11333 (2<sup>e</sup> législ.).
17. — Rapport de M. Marilhac sur le projet de loi complétant la loi sur la liberté de la presse par un article 39 bis, p. 6.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 9547, 10340 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 332 (année 1955).
18. — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi concernant la procédure des suppléments d'information, p. 7.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 7616, 10713 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 349 (année 1955).
19. — Rapport de M. Kalb sur le projet de loi rendant applicable aux départements d'outre-mer la législation en matière d'adoption et de légitimation adoptive, p. 7.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 6707, 6957, 10856 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 367 (année 1955).
20. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à compléter l'article 483 du code pénal, p. 7.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 3604, 4124, 10025, 10191, 10668, 11008 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 402 (année 1955).
21. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi complétant le code pénal par un article 454 bis, p. 28.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 6577, 7729, 7984, 10997 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 407 (année 1955).
22. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'introduction dans les départements d'outre-mer des dispositions de l'ordonnance relative au remboursement, aux institutions privées, des frais d'entretien des mineurs délinquants, p. 28.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 1488, 11402 (2<sup>e</sup> législ.).
23. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 7 de l'ordonnance portant code de la nationalité française, p. 28.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 5193, 11403 (2<sup>e</sup> législ.).
24. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser l'engagement de dépenses en vue de l'organisation de la section française à l'exposition universelle de Bruxelles, p. 29.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 10944, 11367.
25. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant à l'Algérie certaines dispositions des lois relatives au développement des dépenses d'investissement (réparation des dommages de guerre), p. 25.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 9348, 11117 (2<sup>e</sup> législ.).
26. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives, p. 10.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 10621, 11159 (2<sup>e</sup> législ.).
27. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser la ratification de la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord, p. 10.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 9421, 11176 (2<sup>e</sup> législ.).
28. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 9 de la loi portant statut de la coopération, p. 11.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 10030, 11377 (2<sup>e</sup> législ.).
29. — Rapport de M. Durand-Réville sur la proposition de loi tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer, p. 11.  
Voir : Assemblée nationale, n<sup>os</sup> 1004, 5849, 9107, 10099 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 370 (année 1955).

(1) La présente table renferme les documents déposés du 4 octobre 1955 au 3 août 1956.

30. — Avis de la commission de la justice, par M. Schwartz, sur le projet de loi sur la responsabilité du transporteur au cas de transport aérien, p. 12.

Voir: Conseil de la République, nos 163, 406 (année 1955).

31. — Rapport de M. Schwartz sur le projet de loi complétant les articles 119, 121 et 123 du décret relatif à la famille et à la natalité françaises, p. 13.

Voir: Conseil de la République, n° 256 (année 1955).

32. — Rapport de M. Voyant sur la proposition de loi tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes du Rhône, p. 13.

Voir: Assemblée nationale, nos 7319, 8556, 10382 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 335 (année 1955).

33. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à compléter les articles 815 et 832 du code civil, p. 14.

Voir: Assemblée nationale, nos 6173, 10666 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 333 (année 1955).

34. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à autoriser la modification des prénoms figurant dans l'acte de naissance, p. 15.

Voir: Assemblée nationale, nos 7547, 11031 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 433 (année 1955).

35. — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi, adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 15.

Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627, 9726, 10162, 11002, 10138 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 410, 534, 621 (année 1954), 385 (année 1955).

36. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification de décrets modifiant certains tarifs douaniers, p. 17.

Voir: Assemblée nationale, nos 10083, 10259, 10634, 10664, 11522 (2<sup>e</sup> législ.).

37. — Rapport de M. Schiaffino sur le projet de loi portant ratification de la « Convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires », p. 17.

Voir: Assemblée nationale, nos 9867, 11195 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 452 (année 1955).

38. — Rapport de M. Georges Laffargue sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil (H. — Services de la défense nationale. — A. — Secrétariat général permanent de la défense nationale) pour l'exercice 1955, p. 18.

Voir: Assemblée nationale, nos 9808, 11107, 11237, 11279, 11459, 11478, 11668 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 427, 547, 557 et 568 (année 1955), et n° 8 (session 1955-1956).

39. — Rapport de M. Augarde sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention d'établissement entre la France et la République de Saint-Marin, p. 18.

Voir: Assemblée nationale, nos 9628, 10985 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 463 (année 1955).

40. — Rapport de M. Chazette sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention d'établissement entre la France et le Panama, p. 18.

Voir: Assemblée nationale, nos 9872, 10989 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 462 (année 1955).

41. — Proposition de résolution de M. Rabouin tendant au dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 1368 du code général des impôts, p. 18.

42. — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à assurer la liberté syndicale, p. 18.

Voir: Assemblée nationale, nos 7716, 8099, 8520, 8466 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 334 (année 1955).

43. — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi tendant à l'institution de réserves communales de chasse, p. 21.

Voir: Assemblée nationale, nos 10257, 10876 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 348 (année 1955).

44. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution de M. Symphor tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique, victimes du violent ouragan du 23 septembre dernier, p. 22.

Voir: Conseil de la République, n° 7.

45. — Rapport de Mme Marcelle Delabie sur la proposition de loi tendant à insérer dans le décret portant réformé des lois d'assistance un article 40 bis relatif aux taux de la majoration spéciale ou de l'allocation accordée aux grands infirmes, p. 22.

Voir: Assemblée nationale, nos 8712, 8713, 9549, 9582, 11009 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 398 (année 1955).

46. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, p. 23.

Voir: Assemblée nationale, nos 3361, 6132, 5650, 6893, 11199 (2<sup>e</sup> législ.).

47. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'ordonnance instituant une Haute Cour de justice, p. 23.

Voir: Assemblée nationale, nos 11323, 11596 (2<sup>e</sup> législ.).

48. — Rapport de M. Durand-Réville sur la proposition de résolution relative au régime des congés des administrateurs de la France d'outre-mer, chefs de circonscription administrative, p. 23.

Voir: Conseil de la République, n° 481 (année 1955).

49. — Rapport de M. Louis Gros sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant l'industrie des assurances, p. 24.

Voir: Assemblée nationale, nos 1169, 7809, 11030 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 396 (année 1955).

50. — Rapport de M. Louis Gros sur la proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance relative à la répression des infractions à la législation économique, p. 24.

Voir: Assemblée nationale, nos 332, 569, 2347, 4384, 10796 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 397 (année 1955).

51. — Rapport de M. Périquier sur la proposition de loi interdisant la fabrication de vins mousseux autres que la « Clairette de Die » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation d'origine contrôlée, p. 27.

Voir: Assemblée nationale, nos 7576, 10449 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 347 (année 1955).

52. — Proposition de résolution de M. Rabouin demandant une promotion exceptionnelle dans l'ordre de la Légion d'honneur pour les anciens combattants à l'occasion du quarantième anniversaire de la bataille de Verdun, p. 28.

53. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en troisième lecture, relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar, p. 28.

Voir: Assemblée nationale, nos 4403, 5309, 4601, 6686, 8522, 10474, 10932, 11479, 11593 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 549 (année 1954), 12, 152, 156, 374, 493 (année 1955).

54. — Proposition de résolution de M. Marcihacy tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au Parlement un projet de loi instituant un scrutin de forme majoritaire avant toute convocation du corps électoral, p. 30.

55. — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi sur la liberté de la presse, p. 30.

Voir: Conseil de la République, n° 427 (année 1955).

56. — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi modifiant l'article 51 de la loi relative à l'organisation et à la procédure de la cour de cassation, p. 30.

Voir: Conseil de la République, n° 46 (année 1955).

57. — Avis de la commission des finances, par M. Jacques Debû-Bridel sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 30.

Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627, 9726, 10162, 10438, 11002 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 410, 534, 621 (année 1954), 385 (année 1955) et 35 (session de 1955-1956).

58. — Rapport d'information de M. Dufin à la suite de la mission effectuée dans la République fédérale d'Allemagne pour y étudier les problèmes agricoles, p. 30.

59. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux, p. 52.

Voir: Assemblée nationale, nos 7847, 8404, 8969, 9261, 9263, 9370, 9964, 10078, 11225, 11686 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 131, 401 (année 1955).

60. — Rapport de M. de Montalembert en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du comité constitutionnel à la ratification du Conseil de la République, p. 53.

61. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier le titre de la loi n° 31-538 du 14 mai 1951 (travailleurs déportés), p. 53.

Voir: Assemblée nationale, nos 178, 5843, 9069, 10110, 11188, 11384 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 403, 364 (année 1955).

62. — Proposition de résolution de M. de Montuilé demandant la modification de l'article 770 du code général des impôts relatif aux droits de mutation, p. 51.

63. — Rapport de M. Mahdi Abdallah sur le projet de loi créant un poste de juge et un poste de greffier au tribunal de première instance de Bône, p. 51.

Voir: Conseil de la République, n° 327 (année 1955).

64. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi relatif à l'enfance délinquante en Tunisie, p. 51.

Voir: Assemblée nationale, nos 4288, 11032 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 415 (année 1955).

65. — Rapport de M. Motais de Narbonne sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 27 du décret réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 55.

Voir: Assemblée nationale, nos 9649, 9714, 10042 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 307 (année 1955).

66. — Proposition de loi de M. Longuet tendant à assurer la protection de l'appellation « tapioca », p. 56.

67. — Proposition de résolution de M. Yves Estève relative aux indemnités accordées à certains élus locaux, p. 56.

68. — Proposition de résolution de M. Rabouin demandant le dépôt d'un projet de loi portant création d'une caisse nationale des calamités agricoles, p. 56.

69. — Proposition de résolution de M. Naveau demandant l'abrogation du décret relatif à la répartition des dépenses d'assistance, p. 57.

- 70.** — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 18 du règlement, p. 57.  
Voir: Conseil de la République, n° 15.
- 71.** — Rapport de M. Schwartz sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 57.  
Voir: Conseil de la République, n° 4.
- 72.** — Rapport de M. Sauvêtre sur le projet de loi portant autorisation des travaux de construction d'un pont à travée levante en remplacement du pont à transbordeur du Martrou, p. 57.  
Voir: Conseil de la République, n° 3.
- 73.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi tendant à autoriser l'engagement des dépenses, en vue de l'organisation de la section française à l'exposition universelle de Bruxelles, p. 58.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10914, 11367 (2° législ.); Conseil de la République, n° 24.
- 74.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au transfert des corps de certaines victimes civiles de la guerre décédées en Indochine, p. 58.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10945, 11160 (2° législ.).
- 75.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions relatives aux maladies professionnelles, p. 59.  
Voir: Assemblée nationale, nos 8076, 9756, 11291 (2° législ.).
- 76.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 35 de la loi du 3 avril 1955 relatif au droit à pension des veuves remariées, p. 59.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11010, 11383 (2° législ.).
- 77.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à compléter les articles 162, 194 et 367 du code d'instruction criminelle et 55 du code pénal, p. 60.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2214, 3286, 5935, 8515, 9777, 10131, 11084, 11606 (2° législ.); Conseil de la République, nos 180, 342 (année 1955).
- 78.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré demandant le maintien d'un département ministériel des Etats associés, p. 60.
- 79.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 840 du code rural relatif aux motifs de non renouvellement des baux ruraux, p. 60.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10349, 10456 (2° législ.).
- 80.** — Proposition de loi de M. Jean-Louis Tineaud tendant à diminuer le nombre des membres des assemblées, p. 60.
- 81.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 61.  
Voir: Assemblée nationale, nos 14687, 14770, 11788 (2° législ.).
- 82.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faciliter l'établissement des jeunes des professions libérales, p. 61.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9952, 11366, 11750 (2° législ.).
- 83.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux personnes soumises au versement de la double cotisation d'allocation de vieillesse, p. 61.  
Voir: Assemblée nationale, nos 8992, 10179 (2° législ.).
- 84.** — Proposition de résolution de M. Edgar Tailhades demandant une aide pour les sinistrés de Nîmes et de Caissargues, victimes d'un ouragan, p. 62.
- 85.** — Proposition de loi de M. Bordeneuve portant réforme électorale et rétablissement du scrutin majoritaire d'arrondissement, p. 62.
- 86.** — Avis de la commission de la presse par M. Jacques Debû-Bridel sur la proposition de loi tendant à assurer la liberté syndicale, p. 64.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7716, 8099, 8466, 8520 (2° législ.); Conseil de la République, n° 334 (année 1955) et 42 (session 1955-1956).
- 87.** — Proposition de loi de M. Gaston Charlet tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains magistrats, p. 66.
- 88.** — Rapport de M. de Chevigny sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, p. 67.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2826, 6714, 8706 (2° législ.); Conseil de la République, n° 239 (année 1955).
- 89.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi complétant l'article 103 du titre I du livre IV du code du travail, p. 67.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1608, 3740, 6091, 10710 (2° législ.); Conseil de la République, n° 399 (année 1955).
- 90.** — Proposition de résolution de M. Edmond Michelet invitant le Gouvernement à normaliser les relations entre la France et la République populaire de Chine, p. 68.
- 91.** — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, p. 68.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2826, 6417, 8706 (2° législ.); Conseil de la République, n° 239 (année 1955) et 88 (session de 1955-1956).
- 92.** — Avis de la commission des finances par M. Walker sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, p. 68.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2826, 6417, 8706 (2° législ.); Conseil de la République, n° 239 (année 1955) et 88 (session de 1955-1956).
- 93.** — Proposition de résolution de M. Le Sasser-Boisauné relative à l'extension du bénéfice de la carte du combattant aux membres du corps expéditionnaire d'Orient de la guerre 1914-1918, p. 69.

- 94.** — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer la liberté syndicale et la protection du droit syndical, p. 69.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7716, 8099, 8466, 8520 (2° législ.); Conseil de la République, n° 334 (année 1955), 42 et 86 (session de 1955-1956).
- 95.** — Rapport de M. Marilhac sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 69.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11687, 11770, 11788 (2° législ.); Conseil de la République, n° 81.
- 96.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à reporter au 1<sup>er</sup> septembre 1956 l'application du décret relatif à la qualification des bouilleurs de cru, p. 69.  
Voir: Assemblée nationale nos 7686, 10803, 10732, 10791, 11170, 11232, 11318, 11518, 11647, 11747 (2° législ.).
- 97.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 812 du code rural relatif au mode de paiement des fermages, p. 69.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9937, 10103, 10571, 11134, 11546 (2° législ.).
- 98.** — Rapport de M. Pisani sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant organisation générale de la défense nationale, p. 70.  
Voir: Conseil de la République, nos 350, 417, 431, 524 (année 1955).  
Voir: Assemblée nationale, nos 10715, 10731, 10958, 10993, 10995, 11337, 11393 (2° législ.); Conseil de la République, nos 350, 417, 431, 524 (année 1955).
- 99.** — Rapport de M. Marcel Molle sur le projet de loi complétant l'ordonnance instituant une Haute Cour de justice, p. 74.  
Voir: Assemblée nationale, n° 11323, 11596 (2° législ.); Conseil de la République, n° 47.
- 100.** — Rapport de M. Chapalain sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 75.  
Voir: Conseil de la République, n° 5.
- 101.** — Rapport supplémentaire de Mme Marcelle Delabie sur la proposition de loi relative aux taux de la majoration spéciale ou de l'allocation de compensation accordée aux grands infirmes, p. 75.  
Voir: Assemblée nationale, nos 8712, 8713, 9549, 9582, 11000 (2° législ.); Conseil de la République, nos 398 (année 1955) et 45 (session de 1955-1956).
- 102.** — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives, p. 75.  
Voir: Assemblée nationale, nos 6148, 11047 (2° législ.); Conseil de la République, n° 453 (année 1955).
- 103.** — Proposition de résolution de M. le général Béthouart relative à la structure ministérielle de la défense nationale, p. 76.
- 104.** — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, p. 76.  
Voir: Assemblée nationale, nos 3792, 11276 (2° législ.); Conseil de la République, nos 283 (année 1952) et 10 (session de 1955-1956).
- 105.** — Avis de la commission de la justice par M. Kalb sur la proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance des chasseurs, p. 77.  
Voir: Assemblée nationale, nos 3792, 9063, 10789, 11276 (2° législ.); Conseil de la République, nos 283 (année 1952), 10 et 104 (session de 1955-1956).
- 106.** — Rapport de M. Carcassonne sur le projet de loi tendant à reconnaître la personnalité juridique des sociétés civiles, p. 77.  
Voir: Conseil de la République, n° 504 (année 1955).
- 107.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à compléter les articles 162, 194 et 367 du code d'instruction criminelle et l'article 55 du code pénal, p. 77.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2414, 3286, 5935, 8515, 9777, 10132, 11084, 11606 (2° législ.); Conseil de la République, nos 180, 342 (année 1955), 77 (session de 1955-1956).
- 108.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi complétant l'article 640 du code d'instruction criminelle, p. 78.  
Voir: Assemblée nationale, nos 4562, 10326, 10854, 11119 (2° législ.); Conseil de la République, n° 441 (année 1955).
- 109.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur le projet de loi modifiant les articles 172 et 173 du code des postes, télégraphes et téléphones et la loi relative à la publicité des projets, p. 79.  
Voir: Assemblée nationale, nos 4328, 9214, 9516, 10953 (2° législ.); Conseil de la République, n° 401 (année 1955).
- 110.** — Rapport de M. Edgar Tailhades sur la proposition de loi relative aux infractions aux dispositions législatives en matière de coordination des transports ferroviaires et routiers, p. 80.  
Voir: Conseil de la République, n° 378 (année 1955).
- 111.** — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi relatif aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce, p. 80.  
Voir: Conseil de la République, n° 199 (année 1955).
- 112.** — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de loi tendant à fixer les droits à pension de la femme divorcée dans le régime général des retraites, p. 80.  
Voir: Assemblée nationale, nos 4623, 11081 (2° législ.).

**113.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Schleiter sur le projet de loi portant organisation générale de la défense nationale, p. 81.

Voir: Assemblée nationale, nos 10715, 10731, 10958, 10993, 10995, 11337, 11393 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 350, 417, 431, 521 (année 1955) et 98 (session de 1955-1956).

**114.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, p. 81.

Assemblée nationale, nos 7657, 10877, 11210, 11331 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 9.

**115.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de résolution demandant l'application de la loi interdisant l'aromatisation artificielle de la margarine, p. 81.

Voir: Conseil de la République, n° 6.

**116.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 840 du code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, p. 82.

Voir: Assemblée nationale, nos 10349, 10456, 11087 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 79.

**117.** — Rapport de M. Edgard Pisani sur la proposition de M. le général Béthouart relative à la structure ministérielle de la défense nationale, p. 82.

Voir: Conseil de la République, n° 103.

**118.** — Rapport de M. Longueur sur la proposition de loi tendant à assurer la protection de l'appellation « tapioca », p. 82.

Voir: Conseil de la République, n° 66.

**119.** — Rapport de M. Courrières sur la proposition de résolution demandant la modification de l'article 1368 du code général des impôts, p. 83.

Voir: Conseil de la République, n° 41.

**120.** — Rapport de M. Auberger sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi attribuant un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance, p. 83.

Voir: Assemblée nationale, p. 10419, 11075 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 460 (année 1955).

**121.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 83.

Voir: Assemblée nationale, nos 11687, 11770, 11788, 11824, 11832 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 81, 85.

**122.** — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi tendant à la ratification du décret du 10 janvier 1955 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, p. 84.

Voir: Assemblée nationale, nos 9891, 11080 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 458 (année 1955).

**123.** — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi portant ratification du décret du 30 juillet 1954 qui porte modification du tarif des droits de douane d'importation, p. 84.

Voir: Assemblée nationale, nos 9037, 11079 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 459 (année 1955).

**124.** — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi portant ratification des décrets modifiant certains tarifs douaniers, p. 85.

Voir: Assemblée nationale, nos 10083, 10259, 10634, 10664, 11522 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 36.

**125.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi complétant l'article 80 du livre IV du code du travail, p. 85.

Voir: Assemblée nationale, nos 9475, 10414 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 617 (année 1954), 457 (année 1955).

**126.** — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, p. 86.

Voir: Assemblée nationale, nos 11687, 11770, 11788 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 81, 95, 121.

**127.** — Proposition de loi de M. Schwartz tendant à modifier l'ordonnance relative à la réglementation des marchés des communes, p. 86.

**128.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Aubé sur la proposition de résolution de M. Maurice Walker, tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application de la loi du 2 juillet 1935 qui interdit l'aromatisation artificielle de la margarine, p. 87.

Voir: Conseil de la République, nos 6 et 115.

**129.** — Avis de la commission de l'intérieur par M. Deuschmann sur la proposition de loi complétant l'article 103 du titre I du livre IV du code du travail, p. 87.

Voir: Assemblée nationale, nos 1608, 37, 40, 6091, 10710 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 399 (année 1955) et 89 (session de 1955-1956).

**130.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la ratification du protocole prolongeant la durée de l'accord sur l'exploitation des navires météorologiques de l'Atlantique Nord, p. 87.

Voir: Assemblée nationale, nos 4941, 11175 (2<sup>e</sup> législ.).

**131.** — Proposition de résolution de M. Martial Brousse relative à la réduction du taux de blutage du blé, p. 88.

**132.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à instituer le référé administratif, p. 88.

Voir: Assemblée nationale, nos 8621, 8923, 9771, 11042, 11679 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 63, 346 (année 1955).

**133.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création d'attachés agricoles, p. 88.

Voir: Assemblée nationale, nos 431, 9098, 11186 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 532 (année 1955).

**134.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 795 du code rural relatif au droit de préemption pour les baux ruraux, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 10009, 10294, 10907, 11274, 11667 (2<sup>e</sup> législ.).

**135.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions relatives aux maladies professionnelles de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 8076, 9756, 11291 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 75.

**136.** — Rapport de M. Armengaud sur la proposition de loi tendant à faciliter l'établissement des jeunes des professions libérales, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 9952, 11366, 11750 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 82.

**137.** — Rapport de M. Maroselli sur la proposition de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif à la qualification de bouilleurs de cru, p. 91.

Voir: Assemblée nationale, nos 7686, 10303, 10732, 11170, 11232, 11618, 11518, 11617, 11747, 11748 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 96.

**138.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une union européenne de paiement, p. 92.

Voir: Assemblée nationale, nos 3364, 5660, 6132, 6259, 6893, 11199 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 46.

**139.** — Rapport de M. Marcihacy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à instituer le référé administratif, p. 92.

Voir: Assemblée nationale, nos 8621, 8923, 9771, 11042, 11679 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 64, 346 (année 1955) et 132 (session de 1955-1956).

**140.** — Rapport de M. Jean Lacaze sur la proposition de loi tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, p. 92.

Voir: Assemblée nationale, nos 2878, 3529, 4967, 6611, 7226, 11151, 11251 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 436 (année 1955).

**141.** — Rapport de M. Lelant sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant l'enseignement technique, p. 93.

Voir: Assemblée nationale, nos 8368, 11224 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 449 (année 1955).

**142.** — Rapport de M. Georges Boulanger sur la proposition de loi tendant à transformer l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice, p. 94.

Voir: Assemblée nationale, nos 8586, 11273 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 461 (année 1955).

**143.** — Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'article 12 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance des fonds de commerce, p. 94.

**144.** — Rapport de M. Driant sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur les dommages de guerre, p. 94.

Voir: Assemblée nationale, nos 71, 364, 400, 522, 748, 752, 1376, 1379, 1820, 2129, 2695, 3089, 3458, 4039, 4092, 4321, 4436, 4457, 4459, 4799, 4858, 4902, 5024, 5338, 5405, 5467, 5937, 6335, 6388, 7015, 7049, 7367, 7480, 8225, 8383, 8653, 8753, 8827, 9736, 10227, 10635, 10850, 11239, 11364 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 154 (année 1952) et n° 525 (année 1955).

**145.** — Avis de la commission de la famille par M. Georges Portmann sur la proposition de loi tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, p. 97.

Voir: Assemblée nationale, nos 2873, 3529, 4969, 6611, 7226, 11151, 11251 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 436 (année 1955) et n° 140 (session de 1955-1956).

**146.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un fonds national de la vieillesse, p. 98.

Voir: Assemblée nationale, nos 108, 778, 1049, 2877, 3123, 3692, 3693, 5115, 5265, 5691, 5906, 6777, 6798, 7408, 7573, 8212, 8927, 9805, 9876, 9901, 10574, 10607, 10629, 10694, 10879, 11174, 11892 (2<sup>e</sup> législ.).

**147.** — Rapport de M. Radius sur la proposition de loi tendant à modifier le titre de la loi du 4 mai 1951 (travailleurs déportés), p. 99.

Voir: Assemblée nationale, n° 178, 5843, 9069, 10110, 11188, 11334 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 103, 364 (année 1955), 61 (session de 1955-1956).

**148.** — Rapport de M. Jean Bertaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à réglementer la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu, p. 99.

Voir: Assemblée nationale, nos 3308, 4907, 9690, 11272 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 191 (année 1952), 545, 673 (année 1951) et 481 (année 1955).

**149.** — Rapport de M. Marc Pauzet sur la proposition de loi tendant à compléter le décret autorisant certains procédés de traitement des vins, p. 101.

Voir: Assemblée nationale, nos 10821, 11212 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 456 (année 1955).

**150.** — Rapport de M. Radius sur la proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des pensions d'invalidité aux veuves de la guerre 1914-1918 ayant acquis la nationalité française par voie de mariage avec des Alsaciens ou des Lorrains, p. 101.

Voir: Assemblée nationale, nos 3701, 11076 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 13.

**151.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier l'article 331 du code civil, p. 102.

Voir: Assemblée nationale, nos 5671, 6991, 9586, 10109, 10366 (2<sup>e</sup> législature); Conseil de la République, nos 449, 627, 658 (année 1954).

**152.** — Rapport de M. de Raincourt sur la proposition de loi tendant à réglementer le marquage des ovins, p. 102.

Voir: Conseil de la République, n° 125 (année 1955).

**153.** — Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi tendant à proroger l'article 12 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance des fonds de commerce, p. 102.

Voir: Conseil de la République, n° 143.

**154.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier le décret réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux commerciaux, p. 103.

Voir: Assemblée nationale, nos 9649, 9714, 10042, 11754, 11842 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 307 (année 1955), 65 (session 1955-1956).

**155.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicable aux personnels des cadres algériens la loi instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part à la Résistance, p. 103.

Voir: Assemblée nationale, nos 5362, 6246, 6394, 6979, 7664, 8700, 9420, 10579, 10902, 11713 (2<sup>e</sup> législ.).

**156.** — Avis de la commission de la famille sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à reporter au 1<sup>er</sup> septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif à la qualification des bouilleurs de cru, p. 104.

Voir: Assemblée nationale, nos 7686, 10303, 10732, 10791, 11170, 11232, 11318, 11518, 11647, 11747, 11748 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 96, 137.

**157.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi modifiant l'article 400 (2<sup>e</sup> alinéa) du code pénal, p. 104.

Voir: Conseil de la République, n° 505 (année 1955).

**158.** — Rapport de M. Marcel Molle sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative à la location-gérance des fonds de commerce, p. 104.

Voir: Assemblée nationale, nos 7847, 8404, 8969, 9261, 9263, 9370, 9964, 10078, 11225, 11686 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 575 (année 1954), 134, 404 (année 1955) et 59 (session de 1955-1956).

**159.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi relatif à l'introduction dans les départements d'outre-mer des dispositions de l'ordonnance relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien des mineurs délinquants, p. 106.

Voir: Assemblée nationale, nos 1488, 11402 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 22.

**160.** — Rapport de M. Biatarana sur le projet de loi complétant l'article 7 de l'ordonnance portant code de la nationalité française, p. 106.

Voir: Assemblée nationale, nos 1953, 11403 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 23.

**161.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi relative à la prorogation des délais des protêts, p. 107.

Voir: Assemblée nationale, nos 11861, 11894 (2<sup>e</sup> législ.).

**162.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi portant amnistie dans certains territoires d'outre-mer, p. 107.

Voir: Assemblée nationale, nos 1126, 6347, 8321, 8549, 8550, 10044, 10489, 10631, 10843, 11282 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 435 (année 1955).

**163.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 109.

Voir: Assemblée nationale, nos 11801, 11880 (2<sup>e</sup> législ.).

**164.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser la ratification de la convention générale relative à la sécurité sociale, signée entre la France et la Norvège, p. 110.

Voir: Assemblée nationale, nos 9908, 11693 (2<sup>e</sup> législ.).

**165.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord concernant les conditions de travail des bateliers rhénans, p. 111.

Voir: Assemblée nationale, nos 10397, 11692 (2<sup>e</sup> législ.).

**166.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes concernant la marine marchande, p. 111.

Voir: Assemblée nationale, nos 9878, 11611 (2<sup>e</sup> législ.).

**167.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le décret instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée, p. 111.

Voir: Assemblée nationale, nos 9496, 9849, 9989, 11711 (2<sup>e</sup> législ.).

**168.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de la loi modifiant l'article premier de la loi tendant à permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 112.

Voir: Assemblée nationale, nos 10916, 11673 (2<sup>e</sup> législ.).

**169.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 58 de la loi sur le recrutement de l'armée, p. 112.

Voir: Assemblée nationale, nos 10197, 11791 (2<sup>e</sup> législ.).

**170.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la situation des personnes appelées sous les drapeaux en exécution d'engagements pour la durée de la guerre, p. 112.

Voir: Assemblée nationale, nos 11503, 11650 (2<sup>e</sup> législ.).

**171.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, des modifications apportées aux articles 66, 162, 191 et 368 du code d'instruction criminelle, p. 113.

Voir: Assemblée nationale, nos 1351, 11656 (2<sup>e</sup> législ.).

**172.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi modifiant l'article 380 du code pénal, p. 113.

Voir: Assemblée nationale, nos 1352, 11640 (2<sup>e</sup> législ.).

**173.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi modifiant les articles 171 et 203 du code d'instruction criminelle et au Togo l'article 2 de cette loi, p. 113.

Voir: Assemblée nationale, nos 1349, 11639 (2<sup>e</sup> législ.).

**174.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, certaines dispositions de l'ordonnance relative à la répression des évasions, p. 114.

Voir: Assemblée nationale, nos 1351, 11638 (2<sup>e</sup> législ.).

**175.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables à la Côte française des Somalis certaines modifications apportées au code pénal, p. 114.

Voir: Assemblée nationale, nos 1342, 11659 (2<sup>e</sup> législ.).

**176.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines modifications apportées au code pénal, p. 114.

Voir: Assemblée nationale, nos 9191, 11658 (2<sup>e</sup> législ.).

**177.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables aux Etablissements français de l'Océanie certaines modifications apportées au code pénal, p. 115.

Voir: Assemblée nationale, nos 9190, 11657 (2<sup>e</sup> législ.).

**178.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire bénéficier les fonctionnaires anciens infirmières de la Croix-Rouge pendant la guerre 1914-1918 des avantages de carrière accordés aux fonctionnaires anciens combattants, p. 116.

Voir: Assemblée nationale, nos 7875, 10616 (2<sup>e</sup> législ.).

**179.** — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire pour l'élection des députés, p. 116.

Voir: Assemblée nationale, nos 5922, 11012 (2<sup>e</sup> législ.).

**180.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Durand-Réville sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire pour l'élection des députés, p. 117.

Voir: Assemblée nationale, nos 5922, 11012 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 451 (année 1955) et 179 (session de 1955-1956).

**181.** — Proposition de résolution de M. Méric invitant le Gouvernement à surseoir à l'application de l'arrêté fixant les conditions d'occupation par des agents communaux d'immeubles appartenant aux collectivités publiques, p. 118.

**182.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en troisième lecture, tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 118.

Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627, 9726, 10162, 10438, 11002, 11719, 11850 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 410, 531, 621 (année 1954), 385 (année 1955), 35 et 57 (session de 1955-1956).

**183.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à l'institution de réserves communales de chasse, p. 119.

Voir: Assemblée nationale, nos 10257, 10876, 11717, 11931 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 348 (année 1955) et 43 (session de 1955-1956).

**184.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, p. 119.

Voir: Assemblée nationale, nos 7657, 10877, 11210, 11331, 11915, 11932 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 9 et 114.

- 185.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à compléter l'article 810 du code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, p. 120.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10319, 10456, 11087, 11916, 11929 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 79, 116.
- 186.** — Rapport de M. Robert Brizard, fait au nom de la commission de comptabilité, sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1956, p. 120.
- 187.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 510 et suivants du code d'instruction criminelle, p. 121.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11229, 11835 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 207, 390 (année 1955).
- 188.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la retraite des ouvriers mineurs, p. 121.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11859, 11901, 11906 (2<sup>e</sup> législ.)
- 189.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, p. 121.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10910, 11833 (2<sup>e</sup> législ.)
- 190.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux délais de recours contentieux en matière administrative, p. 122.  
Voir: Assemblée nationale, nos 8301, 10508, 11745 (2<sup>e</sup> législ.)
- 191.** — Rapport de M. Claudius Delorme sur la proposition de loi relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles, p. 122.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2739, 5150, 5666, 7638, 8009, 8610, 10158, 10635, 11021 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 365 (année 1955).
- 192.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, p. 128.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11442, 11898 (2<sup>e</sup> législ.)
- 193.** — Rapport de M. Joseph Raybaud sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, p. 129.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9421, 11176 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 27.
- 194.** — Rapport de M. Joseph Raybaud sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification du protocole prolongeant la durée de l'accord sur l'exploitation des navires météorologiques de l'Atlantique Nord, p. 129.  
Voir: Assemblée nationale, nos 4944, 11175 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 130.
- 195.** — Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives, p. 129.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10621, 11159 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 26.
- 196.** — Rapport supplémentaire de M. Boulanger sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice, p. 130.  
Voir: Assemblée nationale, nos 8586, 11273 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 361 (année 1955), 142 (session de 1955-1956).
- 197.** — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi étendant à l'Algérie certaines dispositions des lois relatives au développement des dépenses d'investissement (réparation des dommages de guerre), p. 130.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9318, 11117 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 25.
- 198.** — Rapport de M. Marcihacy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi du 27 janvier 1910 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables, p. 131.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11861, 11894 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 161.
- 199.** — Rapport de M. Durieux sur la proposition de loi modifiant l'article 812 du code rural relatif au mode de paiement des fermages, p. 131.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9937, 10103, 10571, 11134, 11546 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 97.
- 200.** — Rapport de M. Bousch sur le projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs, p. 131.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11859, 11901, 11906 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 188.
- 201.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant modification de la loi concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, p. 132.  
Voir: Assemblée nationale, nos 6227, 9151, 11435, 11766 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 315, 522 (année 1955).
- 202.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Cherchell, p. 132.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9450, 11730 (2<sup>e</sup> législ.)
- 203.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création du conseil interprofessionnel des vins de Filou, Corbières, Minervois, Clape et Quatouze, p. 133.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10977, 11060, 11838 (2<sup>e</sup> législ.)
- 204.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi portant statut général du personnel des communes, p. 134.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1108, 4575, 4605, 3998, 5612, 6106, 8519, 11561 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 110 (année 1952).
- 205.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser la ratification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, p. 136.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7983, 11723 (2<sup>e</sup> législ.)
- 206.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française des modifications apportées à des articles du code pénal, p. 136.  
Voir: Assemblée nationale, nos 3350, 5312, 11661 (2<sup>e</sup> législ.)
- 207.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 410 et 431 du code rural relatifs à la pêche à la ligne, p. 137.  
Voir: Assemblée nationale, nos 448, 6555, 10874, 11297, 11930 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 535 (année 1951).
- 208.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux infractions commises à l'égard des victimes d'accidents, p. 138.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9577, 11897 (2<sup>e</sup> législ.)
- 209.** — Projet de loi étendant à l'Algérie les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article 593 du code de procédure civile, p. 138.
- 210.** — Proposition de résolution de M. Blondelle tendant à promouvoir une réforme constitutionnelle en vue d'assurer la stabilité gouvernementale, p. 138.
- 211.** — Proposition de résolution de M. Bordeneuve relative à l'organisation d'un régime rationnel et équitable de sécurité sociale, p. 139.
- 212.** — Proposition de résolution de Mme Rapuzzi tendant à modifier le décret du 20 mai 1955 en vue d'accorder aux titulaires de pensions ou de rentes de vieillesse de la sécurité sociale le bénéfice de la « longue maladie », p. 140.
- 213.** — Proposition de résolution de M. Marcel Boulangé réservant les droits des militaires maintenu sous les drapeaux candidats à un emploi dans les services publics, p. 140.
- 214.** — Proposition de résolution de M. Léon Hamon relative à l'enseignement du code de la route, p. 140.
- 215.** — Rapport de M. Jean Bertrand sur le projet de loi portant échange d'objets de fouilles entre les musées de Tokyo et Guimel, p. 141.  
Voir: Conseil de la République, no 304 (année 1955).
- 216.** — Rapport par M. Brizard sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes: a) des dépenses et recettes du Conseil de la République; b) de l'abonnement aux chemins de fer; c) de la caisse de retraite; d) de la caisse de la sécurité sociale; e) approbation du compte gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes pour l'exercice 1954, p. 141.
- 217.** — Proposition de loi de M. Auberger tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité exceptionnelle aux employés des postes, télégraphes et téléphones en raison du surcroît de travail causé par la campagne électorale au moment des fêtes de nouvel an, p. 143 (*rectificatif J. O.*, Lois et décrets du 21 janvier 1956).
- 218.** — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel portant modification de certains articles du code d'instruction criminelle, p. 143.  
Voir: Conseil de la République, no 559 (année 1951).
- 219.** — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel relative à l'assistance judiciaire, p. 144.  
Voir: Conseil de la République, no 560 (année 1951).
- 220.** — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel relative à la durée de la contrainte par corps, p. 144.  
Voir: Conseil de la République, no 493 (année 1949).
- 221.** — Proposition de résolution de M. Courroy relative à l'âge de la retraite du combattant, p. 145.
- 222.** — Rapport de M. Beaujannot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au versement de la double cotisation de l'allocation de vieillesse, p. 145.  
Voir: Assemblée nationale, nos 8392, 10179 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 83.
- 223.** — Rapport supplémentaire de M. Abel-Durand sur le projet de loi modifiant les articles 173 et 176 du livre II du code du travail, p. 145.  
Voir: Conseil de la République, nos 208, 421 (année 1955).
- 224.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 510 et suivants du code d'instruction criminelle, p. 146.  
Voir: Assemblée nationale, nos 11229, 11835 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 207, 390 (année 1955), 187 (session de 1955-1956).
- 225.** — Rapport de M. Brégère sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant statut de la coopération, p. 146.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10030, 11377 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 28.
- 226.** — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre à certains agents de l'Etat de s'affilier volontairement au risque vieillesse des assurances sociales, p. 147.  
Voir: Conseil de la République, no 580 (année 1954).
- 227.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à constituer une commission chargée de préparer la réforme électorale, p. 147.

- 228.** — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa troisième lecture, tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 150.  
Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627, 9726, 10162, 10438, 11002, 11719, 11850 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 410, 534, 621 (année 1954), 385 (année 1955), 35, 57, 182 (session de 1955-1956).
- 229.** — Rapport de M. Waldeck L'Huillier sur la proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret relatif à la répartition des dépenses d'assistance, p. 151.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 69.
- 230.** — Proposition de loi de M. Marc Pauzet tendant à modifier l'article 60 du décret portant réforme des lois d'assistance, p. 151.
- 231.** — Rapport de M. de Menditta sur la proposition de résolution relative au télégramme de luxe, p. 152.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 14.
- 232.** — Proposition de résolution de M. Joseph Raybaud relative à la révision des évaluations cadastrales des propriétés bâties, p. 153.
- 233.** — Proposition de résolution de M. Ralijaona Laingo tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de Madagascar victimes du cyclone du 26 janvier 1956, p. 153.
- 234.** — Avis de la commission de l'éducation nationale par M. Delalande sur la proposition de loi relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles, p. 153.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2738, 5150, 5666, 7638, 8009, 8640, 10458, 10635, 11024 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 368 (année 1955), 191 (session de 1955-1956).
- 235.** — Proposition de résolution de M. Alex Roubert relative à l'indemnisation des exploitants agricoles victimes des gelées et des chutes de neige des 2 et 3 février 1956, p. 154.
- 236.** — Proposition de résolution de M. Alex Roubert relative à la suppression des passeports dans les relations internationales, p. 154.
- 237.** — Proposition de résolution de M. Verneuil relative à l'unification des conditions d'application de l'aide à l'exportation en faveur des vins, p. 155.
- 238.** — Avis de la commission des finances par M. Dehù-Bridel sur la proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 155.  
Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627, 9726, 10162, 10438, 11002, 11719, 11850 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 410, 534, 621 (année 1954), 385 (année 1955), 35, 57, 182, 228 (session de 1955-1956).
- 239.** — Proposition de résolution de M. Monsarrat relative à la situation de nos soldats en Afrique du Nord, p. 155.
- 240.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la convention France-Norvège sur la sécurité sociale, p. 156.  
Voir: Assemblée nationale, nos 2808, 11688 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 164.
- 241.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à l'accord de travail des bateliers rhénans, p. 156.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10397, 11692 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 165.
- 242.** — Proposition de résolution de M. Soldani relative à l'indemnisation des exploitants agricoles du Var et des Bouches-du-Rhône dont les récoltes ont été anéanties par les gelées et la neige, p. 156.
- 243.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, p. 156.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9796, 10329, 11332, 11333 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 11.
- 244.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances, p. 158.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10699, 11164 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 12.
- 245.** — Proposition de résolution de M. Léon David demandant des indemnités compensatrices pour pertes de récoltes, dues aux grands froissements de février, dans les Bouches-du-Rhône, p. 158.
- 246.** — Rapport de M. de Ponthériaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à l'institution de réserves communales de chasse, p. 158.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10257, 10876, 11717, 11931 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 348 (année 1955), 43, 183 (session de 1955-1956).
- 247.** — Rapport de M. Méric sur la proposition de résolution relative au bénéfice de la longue maladie, p. 159.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 212.
- 248.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur la proposition de loi relative aux organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail, p. 159.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1650, 10280, 11333 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 16.
- 249.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la codification des textes concernant la marine marchande, p. 159.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9878, 11614 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 166.

- 250.** — Rapport de M. Joseph Yvon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale sur la saisie conservatoire des navires de mer, p. 160.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7983, 11723 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 205.
- 251.** — Proposition de résolution de M. Marignan demandant des mesures pour indemniser les exploitants agricoles des Bouches-du-Rhône dont les récoltes ont été détruites par les gelées de février, p. 160.
- 252.** — Rapport de M. Jean Bène sur la proposition de loi portant création du conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières, p. 160.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10977, 11060, 11838 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 203.
- 253.** — Rapport de M. Zussy sur la proposition de loi de Mme Marie-Hélène Cardot tendant à étendre aux géomètres experts les barèmes d'honoraires définis par le décret du 7 février 1949, p. 162.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 124 (année 1955).
- 254.** — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, p. 162.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9796, 10329, 11332, 11333 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 11, 243.
- 255.** — Proposition de loi de M. Lodéon tendant à étendre aux départements d'outre-mer la loi relative à la capacité juridique de la femme mariée, p. 162.
- 256.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré relative à la révision de l'article 8 de la Constitution, p. 162.
- 257.** — Rapport de M. Houdet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création d'attachés agricoles, p. 163.  
Voir: Assemblée nationale, nos 431, 9088, 11186 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 532 (année 1951), 133 (session de 1955-1956).
- 258.** — Rapport de M. André Cornu sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, étendant à l'Algérie la loi tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux, p. 164.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10916, 11673 (session de 1955-1956); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 163.
- 259.** — Rapport de M. André Cornu sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant à l'Algérie les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article 593 du code de procédure civile, p. 164.  
Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 209.
- 260** (rectifié). — Proposition de résolution de M. Blondelle tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à faciliter l'accession à la propriété rurale, p. 165.
- 261** (rectifié). — Proposition de loi de M. Blondelle tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural, p. 165.
- 262.** — Proposition de loi de M. Menu relative à la création des conseils de prud'hommes, p. 165.
- 263.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant à l'Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du code pénal, p. 166.  
Voir: Assemblée nationale, nos 3350, 5312, 11661 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 208.
- 264.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant à la Côte française des Somalis certaines modifications apportées au code pénal, p. 166.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1342, 11659 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 175.
- 265.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines modifications apportées au code pénal, p. 167.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9191, 11658 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 176.
- 266.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux établissements de l'Océanie certaines modifications apportées au code pénal, p. 168.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9190, 11657 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 177.
- 267.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions modifiant l'article 380 du code pénal, p. 168.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1352, 11610 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 172.
- 268.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo certaines dispositions de l'ordonnance relative à la répression des évasions et la loi sur les récidivistes, p. 168.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1351, 11638 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 174.
- 269.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant à l'Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi modifiant les articles 174 et 203 du code d'instruction criminelle et au Togo l'article 2 de cette même loi, p. 169.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1349, 11639 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 173.

**270.** — Rapport de M. Rivièrez sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les modifications apportées aux articles 66, 162, 191 et 368 du code d'instruction criminelle, p. 169.

Voir: Assemblée nationale, nos 1351, 11656 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 171.

**271.** — Avis de la commission de la justice par M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier et à compléter diverses dispositions de la loi no 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 169.

Voir: Assemblée nationale, nos 74, 364, 400, 522, 748, 752, 1376, 1379, 1820, 2429, 2695, 3089, 3458, 4039, 4092, 4436, 4457, 4459, 4799, 4858, 4902, 5024, 5338, 5405, 5467, 5937, 6335, 6388, 7015, 7049, 7367, 7480, 8225, 8383, 8653, 8753, 8827, 9736, 10227, 10675, 11239, 11364, 11850 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 151 (année 1952), 525 (année 1955) et 171 (session de 1955-1956).

**272.** — Rapport d'enquête de M. Lachèvre relatif à des subventions accordées pour l'exploitation d'une tourbière dans la Manche et aux incidents auxquels a donné lieu la mise en service des paquebots « Flandre » et « Antilles » (tome 1<sup>er</sup>), p. 169.

**273.** — Avis de la commission des finances par M. Bousch sur la proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi sur les dommages de guerre, p. 180.

Voir: Assemblée nationale, no 10850 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 151 (année 1952), 525 (année 1955), 141 et 271 (session de 1955-1956).

**274.** — Proposition de résolution de M. Radius relative à l'allocation d'attente aux sinistrés pour faits de guerre, p. 180.

**275.** — Proposition de résolution de M. Joseph Raybaud relative aux indemnités de logement des instituteurs, p. 180.

**276.** — Proposition de loi de M. Joseph Raybaud sur l'intégration de plein droit dans la nationalité française des personnes originaires de Tende et de la Brigue, p. 181.

**277.** — Proposition de loi de M. Restat relative à l'article 64 du code du vin, p. 181.

**278.** — Rapport de M. Auburger sur le projet de loi relatif au transfert des corps de victimes civiles de la guerre d'Indochine, p. 181.

Voir: Assemblée nationale, nos 10945, 11160 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 74.

**279.** — Rapport de M. de Bardonnèche, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à pension des veuves remariées, p. 182.

Voir: Assemblée nationale, nos 11010, 11383 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 76.

**280.** — Proposition de résolution de M. Méric tendant à inviter le Gouvernement à doter les « communes dortoirs » de moyens financiers, p. 182.

**281.** — Avis de la commission de la justice, par M. Geoffroy, sur le projet de loi modifiant les articles 173 à 176 du livre II du code du travail, p. 183.

Voir: Conseil de la République, nos 208, 421 (année 1955) et 223 (session de 1955-1956).

**282.** — Proposition de résolution de M. Suran relative aux exploitations agricoles et aux collectivités locales des régions du Sud-Ouest et des Pyrénées ravagées par le froid, p. 183.

**283.** — Proposition de loi de M. Blondelle tendant à modifier les articles 812 et 861 du code rural, p. 183.

**284.** — Proposition de résolution de Mme Marie-Hélène Cardot relative à la titularisation des infirmières appartenant aux administrations de l'Etat, p. 184.

**285.** — Proposition de résolution de M. Méric relative à la création d'un réseau de télévision dans le Midi de la France, p. 184.

**286.** — Rapport de M. Jules Castellani sur la proposition de résolution de M. Ralijaona Laingo tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de Madagascar victimes du cyclone qui ravagea une partie de la Grande Ile le 26 janvier 1956 et les jours suivants, p. 184.

Voir: Conseil de la République, no 233.

**287.** — Proposition de loi de M. Le Basser tendant à modifier les dates d'élection des bureaux des conseils généraux, p. 184.

**288.** — Proposition de résolution de M. Georges Pernot relative à la deuxième phase de la révision constitutionnelle, p. 185.

**289.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, p. 185.

Voir: Assemblée nationale, nos 7657, 10877, 11210, 11331, 11915, 11932 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 9, 114, 184.

**290.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi relative au non-renouvellement des baux ruraux, p. 185.

Voir: Assemblée nationale, nos 10349, 10456, 11087, 11929 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 79, 116, 185.

**291.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi relative au renouvellement des baux à loyer commerciaux, p. 186.

Voir: Assemblée nationale, nos 9649, 9744, 11754, 11842 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 307 (année 1955), 65, 151 (session de 1955-1956).

**292.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi de M. Lodean tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de la loi relative à la capacité juridique de la femme mariée, p. 187.

Voir: Conseil de la République, no 255.

**293.** — Proposition de résolution de Mme Marie-Hélène Cardot relative à la réédification de la statue du Général-Chanzy, à Buzancy (Ardennes), p. 187.

**294.** — Proposition de résolution de M. André Cornu relative à la manifestation anticolonialiste de la Mutualité à l'issue de laquelle le drapeau des fellagha algériens a été brandi et acclamé, p. 187.

**295.** — Rapport de M. Cornu sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître les suites qu'il compte donner à la scandaleuse manifestation du palais de la Mutualité, organisée le 23 février à Paris par un comité anticolonialiste, à l'issue de laquelle le drapeau des fellaghas algériens a été brandi et acclamé, sans que les forces de l'ordre soient intervenues, p. 187.

Voir: Conseil de la République, no 294.

**296.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier l'article 331 du code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, p. 188.

Voir: Assemblée nationale, nos 5671, 6991, 9586, 10409, 10366 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 449, 627, 658 (année 1954), 151 (session de 1955-1956).

**297.** — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à compléter l'article 840 du code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, p. 188.

Voir: Assemblée nationale, nos 10349, 10456, 11087, 11916, 11929 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 79, 116, 185, 290.

**298.** — Rapport d'information de M. Edmond Michelet sur la mission accomplie en Indochine et en Chine du 5 au 27 septembre 1955, p. 189.

**299.** — Proposition de résolution de M. Paumelle relative aux exploitants de la Seine-Maritime dont les récoltes ont été partiellement ou totalement détruites par les gelées de février, p. 207.

**300.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le régime des congés payés, p. 207.

Voir: Assemblée nationale, nos 129, 530, 689 (3<sup>e</sup> législ.).

**301.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un fonds national de la vieillesse, p. 208.

Voir: Assemblée nationale, nos 108, 778, 1049, 1140, 2877, 3123, 3692, 3693, 5115, 5265, 5691, 5906, 6777, 6796, 7408, 7573, 8212, 8927, 9805, 9878, 9901, 10574, 10603, 10629, 10694, 10879, 11174, 11888, 11892 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République no 146.

**302.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Lebreton sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un fonds national de la vieillesse, p. 208.

Voir: Assemblée nationale, nos 108, 778, 1049, 1140, 2877, 3123, 3692, 3693, 5115, 5265, 5691, 5906, 6777, 6796, 7408, 7573, 8212, 8927, 9805, 9876, 9901, 10574, 10607, 10629, 10694, 10879, 11174, 11888, 11892 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 146, 301.

**303.** — Avis de la commission des finances par M. Armengaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un fonds national de la vieillesse, p. 209.

Voir: Conseil de la République, nos 446, 301, 302.

**304.** — Projet de loi, déposé au Conseil de la République par M. Bourgès-Maunoury, ministre de la défense nationale et des forces armées, relatif aux nominations et promotions de personnels des services de santé des forces armées, p. 214.

**305.** — Avis de la commission des moyens de communication par M. Bouquerel sur le projet de loi instituant un fonds national de vieillesse, p. 215.

Voir: Assemblée nationale, no 11892 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 146, 301, 302, 303.

**306.** — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux ostréiculteurs d'Arcachon victimes des intempéries de février, p. 215.

**307.** — Proposition de loi de M. Jacques Masteau relative aux délégations par le maire d'une partie de ses fonctions, p. 215.

**308.** — Proposition de loi de M. Kotoua portant amnistie au Cameroun des délits commis à l'occasion des événements qui s'y sont produits entre le 22 et le 27 mai 1955, p. 216.

**309.** — Rapport de M. Rochereau sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 217.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9740, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 331 (année 1955).

**310.** — Avis de la commission de l'agriculture par M. Restat sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 236.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9740, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955) et 309 (session de 1955-1956).

**311.** — Proposition de résolution de M. Monsarrat relative aux agriculteurs du Tarn victimes des gelées de février, p. 241.

**312.** — Proposition de résolution de MM. Marignan et Vincent Delpuich relative à un régime exceptionnel d'indemnisation aux travailleurs privés de leur emploi du fait de la période de froid, p. 241.

**313.** — Proposition de résolution de M. Marignan tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs sous les drapeaux des permissions agricoles exceptionnelles, p. 242.

**314.** — Avis de la commission des boissons par M. Claparède sur le projet de loi instituant un fonds national de vieillesse, p. 242.  
Voir: Assemblée nationale; n° 11892 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 146, 301, 302, 303, 305.

**315.** — Rapport de M. Soldani sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale: 1<sup>o</sup> Tendant à rendre applicable aux personnels algériens la loi instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance; 2<sup>o</sup> A reconnaître aux anciens membres de la Résistance la qualité d'agents issus du recrutement normal, p. 242.  
Voir: Assemblée nationale; nos 5362, 6246, 6394, 6979, 7664, 8700, 9420, 10560, 10579, 10902, 11713 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; n° 155.

**316.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Coudé du Foresto, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 243.  
Voir: Assemblée nationale; nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 331 (année 1955), 309, 310 (session de 1955-1956).

**317.** — Proposition de loi de M. Jean Geoffroy tendant à modifier les articles 45, 57, 70, 71, 76 du code civil et à interdire l'indication des noms du père et de la mère dans certains actes et documents, p. 285.

**318.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés victimes des inondations de la région Avesnes-Maubège, p. 286.

**319.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Durand-Réville sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 286.  
Voir: Assemblée nationale; nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 331 (année 1955), 309, 310, 316 (session de 1955-1956).

**320.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en troisième lecture, relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux, p. 289.  
Voir: Assemblée nationale; nos 7847, 8404, 8969, 9261, 9263, 9370, 9964, 10078, 11225, 11686 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 575 (année 1954), 134, 404 (année 1955), 59, 158 (session de 1955-1956).

**321.** — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant suspension des taxes indirectes sur certains produits de consommation, p. 289.  
Voir: Assemblée nationale; nos 840, 951 (3<sup>e</sup> législ.).

**322.** — Proposition de loi de M. Jozeau-Marigné relative aux sociétés anonymes, p. 289.

**323.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales, p. 290.  
Voir: Assemblée nationale; nos 125, 219, 244, 338, 664, 841, 996 (3<sup>e</sup> législ.).

**324.** — Rapport de M. Marcel Pellenc, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la suspension des taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, p. 290.  
Voir: Assemblée nationale; nos 840, 951 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; n° 321.

**325.** — Rapport de Mme Devaud, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, modifiant le régime des congés annuels payés, p. 290.  
Voir: Assemblée nationale; nos 129, 530, 689 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; n° 300.

**326.** — Rapport de M. Tharradin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales, p. 290.  
Voir: Assemblée nationale; nos 125, 219, 244, 338, 664, 841, 996 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; n° 323.

**327.** — Proposition de loi de M. Edgard Pisani tendant à fixer le mode d'élection des députés de l'Assemblée nationale, p. 290.

**328.** — Avis de la commission des finances par M. Walker sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réduction des taux d'abattement servant au calcul des prestations familiales, p. 292.  
Voir: Assemblée nationale; nos 125, 219, 244, 338, 664, 841, 996 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 323, 326.

**329.** — Avis de la commission de coordination de la recherche scientifique par M. Longchambon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et l'équipement, p. 292.

Voir: Assemblée nationale; nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 319 (session de 1955-1956).

**330.** — Rapport de M. Primet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit de préemption pour les baux ruraux, p. 298.

Voir: Assemblée nationale, nos 10009, 10294, 10907, 11274, 11667 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 134.

**331.** — Rapport de M. Parisot sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la situation des personnes appelées sous les drapeaux en exécution d'engagements pour la durée de la guerre, p. 298.

Voir: Assemblée nationale, nos 11503, 11650 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 170.

**332.** — Rapport de M. Piales sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au recrutement de l'armée, p. 299.

Voir: Assemblée nationale, nos 10197, 11794 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 169.

**333.** — Rapport de M. Borgeaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Cherchell (Algérie), p. 299.

Voir: Assemblée nationale, nos 9450, 11730 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 202.

**334.** — Rapport de M. Parisot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire bénéficier les fonctionnaires et agents féminins, anciennes infirmières de la Croix-Rouge de 1914 à 1918, des avantages de carrière accordés aux fonctionnaires anciens combattants, p. 299.

Voir: Assemblée nationale, nos 7875, 10616 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 178.

**335.** — Avis de la commission de la famille par M. Plait sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 300.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 319, 329 (session de 1955-1956).

**336.** — Proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, en 1956, les périodes militaires de réserve, p. 309.

**337.** — Proposition de loi de M. Nayrou relative à la protection des végétaux, p. 309.

**338.** — Rapport de M. Geoffroy sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale, dans sa troisième lecture, relative à la location-gérance des fonds de commerce et des établissements artisanaux, p. 310.

Voir: Assemblée nationale, nos 7847, 8404, 8969, 9261, 9262, 9870, 9964, 10078, 11225, 11686 (2<sup>e</sup> législ.), 79, 674 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 575 (année 1954), 134, 404 (année 1955), 59, 158, 320 (session de 1955-1956).

**339.** — Proposition de loi de M. Aguesse tendant à modifier l'article 811 du code rural, concernant la reprise par le bailleur d'un fonds rural, p. 310.

**340.** — Proposition de loi de M. Aguesse tendant à modifier l'article 838 du code rural relatif au congé en cas de non-renouvellement du bail, p. 310.

**341.** — Proposition de loi de M. Aguesse tendant à modifier l'article 845 du code rural en vue d'empêcher les reprises abusives, p. 311.

**342.** — Avis de la commission des moyens de communication par M. Julien Brunhes sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 311.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 319, 329, 325 (session de 1955-1956).

**343.** — Avis de la commission de la reconstruction par M. Edgard Pisani sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 313.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 329, 335, 342 (session de 1955-1956).

**344.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habiliter à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, p. 315.  
Voir: Assemblée nationale, nos 896, 1043 (3<sup>e</sup> législ.).

**345.** — Proposition de résolution de M. Houdet tendant à inviter le Gouvernement à garantir aux producteurs de blé victimes des gelées les dépenses engagées pour le réensemencement des surfaces détruites, p. 316.

**346.** — Rapport de M. Marcihacy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux délais de recours contentieux en matière administrative, p. 317.

Voir: Assemblée nationale, nos 8301, 10508, 11745 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 190.

**347.** — Avis de la commission de la marine par M. Lachèvre sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 317.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9570, 9740, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 323, 335, 342, 343 (session de 1955-1956).

**348.** — Proposition de résolution de M. Georges Portmann tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant exemption fiscale pour l'aide privée à la recherche scientifique, p. 320.

**349.** — Rapport de M. Verdeille sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative, p. 322.

Voir: Assemblée nationale, nos 896, 1043 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 344.

**350.** — Avis de la commission de la presse par M. Vincent Delpuech sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 323.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8895, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 329, 335, 342, 343, 347 (session de 1955-1956).

**351.** — Proposition de loi de M. Delalande tendant à accélérer la procédure devant la juridiction prud'homale, p. 323.

**352.** — Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à la transformation des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie de Besançon, de Dijon et de Reims en écoles nationales, p. 324.

**353.** — Avis de la commission des finances par M. Armégaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 324.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8895, 9133, 9570, 9710, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 329, 335, 342, 343, 347, 350 (session de 1955-1956).

**354.** — Avis de la commission des finances par M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative, et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, p. 337.

Voir: Assemblée nationale, nos 896, 1043 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 344, 349.

**355.** — Proposition de loi de MM. Marignan et Vincent Delpuech tendant à définir et réglementer la profession d'expert agricole et foncier, p. 337.

**356.** — Proposition de résolution de M. Brégère tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide efficace aux exploitations familiales agricoles du Sud-Ouest en étendant aux semences d'orge la prime accordée aux blés de printemps pour assurer les réensemencements dans les régions ravagées par le froid, p. 339.

**357.** — Proposition de résolution de M. Chazette tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures permettant aux exploitants agricoles et aux collectivités locales de la Creuse, ravagée par le froid, de faire face à leurs besoins, p. 339.

**358.** — Avis de la commission de la défense nationale par M. H. Barré sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire, p. 339.

Voir: Assemblée nationale, nos 896, 1043 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 344, 349.

**359.** — Rapport de M. de Menditte sur la proposition de résolution relative à la suppression des passeports dans les relations internationales, p. 339.

Voir: Conseil de la République, no 236.

**360.** — Proposition de résolution de M. Georges Portmann tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs girondins victimes des calamités atmosphériques, p. 340.

**361.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux taxes d'usage des installations d'outillage concédé dans les ports de pêche, p. 341.

Voir: Assemblée nationale no 227, 777 (3<sup>e</sup> législ.).

**362.** — Proposition de résolution de M. Le Sassiier-Boisauré relative à l'unification des pensions d'invalidité attribuées aux militaires de carrière, p. 341.

**363.** — Rapport d'enquête de MM. Coudé du Foresto et Kalenzaga sur les conditions de gestion financière de la Compagnie française du Gabon et de la Compagnie française du Cameroun, p. 341.

**364.** — Proposition de loi de M. de Rocca Serra tendant à proroger le mandat des députés élus dans les départements d'Algérie en 1951, n. 351.

**365.** — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit de préemption pour les baux ruraux, p. 351.

Voir: Assemblée nationale nos 10009, 10294, 10907, 11274, 11667 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 134, 330.

**366.** — Rapport de M. de La Gontrie sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux infractions commises à l'égard des victimes d'accidents, p. 352.

Voir: Assemblée nationale nos 9577, 11897 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République no 208.

**367.** — Rapport de M. Waldeck L'Huillier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 352.

Voir: Assemblée nationale nos 4575, 4605, 5612, 6106, 8519, 11564 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République no 410 (année 1952), 204 (session de 1955-1956).

**368.** — Rapport de M. Monichon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certaines dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 357.

Voir: Assemblée nationale nos 11801, 11888 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République no 163.

**369.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture après déclaration d'urgence, modifiant le régime des congés annuels payés, p. 358.

Voir: Assemblée nationale nos 129, 530, 689, 1090, 1200 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 300, 325.

**370.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif à la suspension des taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, p. 359.

Voir: Assemblée nationale nos 840, 951, 1089, 1201 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 321, 324.

**371.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 815, 882 et 866 du code civil, p. 359.

Voir: Assemblée nationale nos 10910, 11832 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République no 189.

**372.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits des pensionnés et rentiers de vieillesse aux prestations en nature de l'assurance-maladie, p. 360.

Voir: Assemblée nationale nos 10930, 11102, 11153, 11155, 11774 (2<sup>e</sup> législ.), 820, 892, 1000, 1132 (3<sup>e</sup> législ.).

**373.** — Proposition de loi de M. Edmond Michelet tendant à la nomination directe dans le corps des attachés d'administration centrale de certains secrétaires d'administration centrale, p. 360.

**374.** — Projet de loi, déposé par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, déclarant applicable aux départements d'outre-mer la législation métropolitaine en matière pénale et de procédure pénale intervenue entre la date de promulgation de loi du 19 mars 1946 et l'entrée en vigueur de la Constitution, p. 362.

**375.** — Projet de loi déposé par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, abrogeant l'article 4 de la loi sur le régime des prisons, p. 362.

**376.** — Proposition de loi de M. Edmond Michelet tendant à hâter l'application aux personnels militaires des lois relatives au statut des déportés et internés de la Résistance, p. 363.

**377.** — Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le marquage des ovins, p. 363.

Voir: Assemblée nationale nos 77, 942 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 125 (année 1955), 452 (session de 1955-1956).

**378.** — Rapport de M. Marcihacy sur la proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale d'ouvrir d'urgence la deuxième phase de la procédure de révision constitutionnelle, p. 364.

Voir: Conseil de la République no 288.

**379.** — Proposition de résolution de M. Edmond Michelet tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à exclure des mesures de licenciement certains militaires de carrière précédemment dégagés des cadres, p. 364.

**380.** — Proposition de loi de M. de Menditte tendant à interdire la divulgation de nouvelles et de documents intéressant les opérations militaires en Algérie, p. 365.

**381.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, après déclaration d'urgence, modifiant le régime des congés annuels payés, p. 365.

Voir: Assemblée nationale, nos 129, 530, 689, 1090, 1200 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 300, 325, 369.

**382.** — Rapport de M. Méric sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits des pensionnés et rentiers de vieillesse aux prestations en nature de l'assurance-maladie, p. 365.

Voir: Assemblée nationale, nos 10930, 11102, 11153, 11155, 11774 (2<sup>e</sup> législ.), 820, 892, 1000, 1132 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 372

**383.** — Proposition de résolution de M. Lachèvre tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Seine-et-Oise, victimes des gelées de février 1956, p. 365.

**384.** — Avis de la commission de l'éducation nationale, par M. Chaplain sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, p. 366.

Voir: Assemblée nationale, nos 8555, 8894, 9133, 9740, 10094, 10482, 10614, 10630, 10633, 10701 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 331 (année 1955), 309, 310, 316, 319, 329, 335, 342, 343, 347, 350 et 358, (session de 1955-1956).

**385.** — Rapport de M. Symphor sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant modification de la loi du 23 février 1931 concernant la perception de taxes locales de péage dans les ports maritimes de commerce, p. 366.

Voir: Assemblée nationale, nos 6227, 9151, 11435, 11766 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 315, 522 (année 1955), 201 (session de 1955-1956).

**386.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale, dans sa deuxième lecture, relatif à la suspension des taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, p. 366.

Voir: Assemblée nationale, n<sup>o</sup> 810, 951, 1089, 1201 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 321, 324, 370.

**387.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes de Provence, p. 366.

Voir: Assemblée nationale, nos 11761, 11837 (2<sup>e</sup> législ.), 479, 685 (3<sup>e</sup> législ.).

**388.** — Proposition de résolution, présentée par M. Chazette, relative à l'amélioration de l'habitat rural, p. 367.

**389.** — Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, complétant l'article 103 du titre 1<sup>er</sup> du livre IV du code du travail, p. 367.

Voir: Assemblée nationale, nos 1608, 3740, 6091, 10710 (2<sup>e</sup> législ.); 54, 1001 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n<sup>o</sup> 399 (année 1955), 89, 129 (session de 1955-1956).

**390.** — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution de M. Maurice Walker, tendant à inviter le Gouvernement à constituer et intensifier, dans le cadre des Nations Unies, l'action traditionnelle de la France pour la sécurité collective internationale par le désarmement progressif, simultané et internationalement contrôlé, p. 368.

Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 95 (année 1955).

**391.** — Rapport supplémentaire de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier l'article 331 du code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, p. 368.

Voir: Assemblée nationale, nos 5671, 6991, 9586, 10109, 10366 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 449, 627, 658 (année 1954), 151, 296 (session 1955-1956).

**392.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant majoration de l'allocation des vieux travailleurs salariés, des allocations de vieillesse et de l'allocation spéciale, p. 368.

Voir: Assemblée nationale, nos 108, 778, 1049, 1140, 2877, 3123, 3692, 3993, 5115, 5265, 5691, 5906, 6777, 6796, 7408, 7573, 8242, 8927, 9805, 9876, 9901, 10574, 10607, 10629, 10684, 10879, 11171, 11892 (2<sup>e</sup> législ.), 1010, 1205, 1258 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 146, 301, 302, 303, 305, 314 (session de 1955-1956).

**393.** — Proposition de résolution de M. Droussent tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour accorder des prêts à taux réduit et à long terme aux jeunes exploitants agricoles, p. 368.

**394.** — Proposition de résolution de M. Brégère tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs de la Dordogne, victimes des gelées, p. 369.

**395.** — Proposition de résolution de M. Droussent tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux habitants et aux collectivités de l'Aisne victimes des inondations de l'Oise, p. 369.

**396.** — Proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les soldats servant hors de la métropole des permissions de détente bénéficiant du voyage gratuit, p. 369.

**397.** — Avis de la commission de la famille, par M. René Dubois, sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier l'article 331 du code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, p. 369.

Voir: Assemblée nationale, nos 5671, 6991, 9586, 10109, 10366 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 449, 627, 658 (année 1954), 151, 296, 391 (session de 1955-1956).

**398.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant majoration de l'allocation des vieux travailleurs salariés, des allocations de vieillesse et de l'allocation spéciale, p. 370.

Voir: Assemblée nationale, n<sup>o</sup> 11892 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 146, 301, 302, 303, 305, 314, 392.

**399.** — Proposition de loi de M. Menu relative au taux des honoraires alloués aux notaires pour l'établissement des contrats de prêts pour l'accession à la propriété, p. 370.

**400.** — Proposition de résolution de M. Edgar Pisani tendant à inviter le Gouvernement à créer une société d'études de l'aménagement du bassin de la Seine, p. 370.

**401.** — Avis de la commission des finances, par M. Armengaud, sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant majoration de l'allocation des vieux travailleurs salariés, des allocations de vieillesse et de l'allocation spéciale, p. 371.

Voir: Assemblée nationale, n<sup>o</sup> 11892 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 146, 301, 302, 303, 305, 314, 392, 393.

**402.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 371.

Voir: Assemblée nationale, nos 695, 1242, 1271 (3<sup>e</sup> législ.).

**403.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République, relatif à l'enfance délinquante en Tunisie, p. 372.

Voir: Assemblée nationale, nos 4288, 11032, 11966 (2<sup>e</sup> législ.), 1051 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 415 (année 1955), 61 (session de 1955-1956).

**404.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse et d'appréciation des vins, p. 373.

Voir: Assemblée nationale, nos 11599, 11920 (2<sup>e</sup> législ.), 478, 1048 (3<sup>e</sup> législ.).

**405.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale et le protocole additionnel signés entre les pays membres du Conseil de l'Europe, p. 373.

Voir: Assemblée nationale, nos 10918, 11655 (2<sup>e</sup> législ.), 561, 1152 (3<sup>e</sup> législ.).

**406.** — Proposition de résolution de M. Paumelle relative aux écoles normales d'instituteurs et au personnel enseignant du premier degré, p. 373.

**407.** — Proposition de résolution de MM. Alex Roubert et Penenc, relative au mode de présentation du budget de l'Etat et au respect des droits du contrôle parlementaire, p. 371.

**408.** — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif à la suspension des taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, p. 398.

Voir: Assemblée nationale, nos 810, 951, 1089, 1201, 1359, 1377 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République nos 321, 331, 370, 386.

**409.** — Rapport sur le projet de loi relatif à la suppression des taxes indirectes sur certains produits de consommation courante, p. 398.

Voir: Assemblée nationale, nos 810, 951, 1089, 1201, 1359, 1377 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 321, 324, 370, 386, 408.

**410.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant majoration de l'allocation des vieux travailleurs salariés, des allocations de vieillesse et de l'allocation spéciale, p. 398.

Voir: Assemblée nationale, nos 11892 (2<sup>e</sup> législ.), 1040, 1205, 1258, 1420 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 146, 301, 302, 303, 305, 314, 392, 398, 401.

**411.** — Rapport de M. Méric sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant majoration de l'allocation des vieux travailleurs salariés, des allocations de vieillesse et de l'allocation spéciale, p. 398.

Voir: Assemblée nationale, nos 1040, 1205, 1258, 1420 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 146, 301, 302, 303, 305, 314, 392, 398, 401, 410.

**412.** — Projet de loi, déposé par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, abrogeant la loi du 25 décembre 1880 sur la répression des crimes commis à l'intérieur des prisons, p. 399.

**413.** — Proposition de loi de M. Brettes tendant à reculer la limite d'âge des officiers de la gendarmerie nationale, p. 399.

**414.** — Rapport de M. Marcel Molle sur la proposition de loi de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier l'article 2 de l'acte de loi du 16 novembre 1940 relatif aux sociétés anonymes, p. 399.

Voir: Conseil de la République, n<sup>o</sup> 322.

**415.** — Proposition de M. Edgard Pisani tendant à modifier l'ordonnance créant un commissariat à l'énergie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce commissariat, p. 400.

**416.** — Rapport de M. Charlet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après une nouvelle délibération demandée par M. le Président de la République, relatif à l'enfance délinquante en Tunisie, p. 402.

Voir: Assemblée nationale, nos 4288, 11032, 11966 (2<sup>e</sup> législ.), 1051 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 415 (année 1955), 61, 403 (session de 1955-1956).

**417.** — Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant l'article 812 du code rural relatif au mode de paiement des fromages, p. 402.

Voir: Assemblée nationale, nos 9937, 10103, 10571, 11134, 11516 (2<sup>e</sup> législ.), 569, 1080, 1514 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 97, 199.

**418.** — Proposition de loi de M. Abel-Durand relative à l'ouverture et à la fermeture des boulangeries pendant les congés payés, p. 402.

**419.** — Rapport de M. Durieux sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant l'article 812 du code rural relatif au mode de paiement des fermages, p. 403.

Voir: Assemblée nationale, nos 9937, 10103, 10571, 11134, 11516 (2<sup>e</sup> législ.), 569, 1080, 1514 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 97, 199, 417.

**420.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant amnistie de faits commis au cours de conflits collectifs du travail, p. 403.

Voir: Assemblée nationale, nos 1229, 1548 (3<sup>e</sup> législ.).

**421.** — Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant l'article 569 du code de la santé publique (conditions de l'exercice de la pharmacie d'officine), p. 404.

Voir: Assemblée nationale, nos 1710, 4395 (2<sup>e</sup> législ.), 48, 1199 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 269, 420 (année 1955).

**422.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur la propriété littéraire et artistique, p. 404.

Voir: Assemblée nationale, nos 8612, 10681, 11309 (2<sup>e</sup> législ.), 553, 1094, 1554 (3<sup>e</sup> législ.).

**423.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant organisation du laboratoire national de la santé publique et modification de la législation pharmaceutique, p. 409.

Voir: Assemblée nationale, nos 1230, 1562 (3<sup>e</sup> législ.).

**424.** — Rapport de M. Georges Boulanger sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative à la transformation des écoles préparatoires de médecine de Besançon, Dijon et Reims en écoles nationales de médecine, p. 410.

Voir: Assemblée nationale, nos 8586, 11273 (2<sup>e</sup> législ.), 57, 1024 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 461 (année 1955), 142, 196, 352 (session de 1955-1956).

**425.** — Rapport de M. Restat sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 410 et 431 du code rural relatifs à la pêche à la ligne, p. 410.

Voir: Assemblée nationale, nos 448, 6555, 10874, 11297, 11930 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 535 (année 1955), 207 (session de 1955-1956).

**426.** — Rapport de MM. Brettes et de Raincourt sur vingt-huit propositions de résolution relatives aux calamités agricoles, p. 410.

Voir: Conseil de la République, nos 141, 227, 309, 370, 665 (année 1954), 252, 322, 413, 465, 474, 486, 541 (année 1955), 68, 235, 242, 245, 251, 282, 299, 306, 311, 318, 345, 356, 357, 360, 383, 394 (session de 1955-1956).

**427.** — Rapport de M. de Raincourt sur la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer le marquage des ovins, p. 415.

Voir: Assemblée nationale, nos 77, 942 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 125 (année 1955), 152 et 377 (session de 1955-1956).

**428.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, organisant les conditions d'assurances des récoltes de tabac, p. 415.

Voir: Assemblée nationale, nos 1019, 1438, 1569 (3<sup>e</sup> législ.).

**429.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la réquisition des locaux commerciaux vacants ou inoccupés, p. 416.

Voir: Assemblée nationale, nos 10760, 11933 (2<sup>e</sup> législ.), 548, 1353 (3<sup>e</sup> législ.).

**430.** — Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, complétant le livre I<sup>er</sup> du code de procédure pénale en ce qui concerne l'expertise judiciaire, p. 416.

**431.** — Projet de loi fixant le ressort du tribunal de première instance de Châteaubriant, p. 420.

**432.** — Projet de loi, présenté par M. Ramadier, ministre des affaires économiques et financières, modifiant divers articles du code rural, p. 420.

**433.** — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche relative à l'équipement des régions montagneuses, p. 422.

**434.** — Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, tendant à modifier la loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines et permettant la mise à l'épreuve de certains condamnés, p. 423.

**435.** — Proposition de résolution de M. Martial Brousse relative à la taxe proportionnelle (impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole), p. 424.

**436.** — Proposition de loi de M. Brettes relative à l'ordre des experts comptables et comptables agréés, p. 424.

**437.** — Rapport de M. Voyant sur le projet de loi relatif à la convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse et d'appréciation des vins, p. 425.

Voir: Assemblée nationale, nos 11599, 11920 (2<sup>e</sup> législ.), 478, 1018 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 404.

**438.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac, p. 425.

Voir: Assemblée nationale, nos 1019, 1438, 1569 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 428.

**439.** — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre ayant pour objet de rétablir, pour l'élection des conseils municipaux des communes de plus de 9.000 habitants, le régime électoral de la loi du 5 avril 1884, p. 425.

**440.** — Proposition de résolution de M. Georges Portmann tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le ministère de la santé publique, p. 426.

**441.** — Rapport d'enquête de M. Hassan Gouled sur la situation des marins du commerce originaires des territoires d'outre-mer en chômage, p. 427.

**442.** — Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, relatif au recouvrement de certaines créances, p. 431.

**443.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 433.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1563, 1616 (3<sup>e</sup> législ.).

**444.** — Proposition de loi de M. Delalande modifiant le taux de compétence des tribunaux civils de première instance, p. 435.

**445.** — Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, relatif à l'abandon de famille, p. 435.

**446.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte 1956, p. 436.

Voir: Assemblée nationale, nos 661, 1035, 1169, 1410, 1708, 1751 (3<sup>e</sup> législ.).

**447.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au marché de l'orge et du seigle, p. 436.

Voir: Assemblée nationale, nos 759, 1480, 1408, 1725, 1755 (3<sup>e</sup> législ.).

**448.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier diverses dispositions de la loi sur les dommages de guerre, p. 437.

Voir: Assemblée nationale, nos 570, 1702 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 525 (année 1955), 144, 271, 273 (session de 1955-1956).

**449.** — Proposition de loi de M. Augarde tendant à instituer la caisse nationale des arts, p. 437.

**450.** — Proposition de loi de M. Joseph Raybaud relative aux sanctions applicables en cas d'infractions aux textes législatifs concernant la coordination des transports routiers et ferroviaires, p. 438.

**451.** — Projet de loi modifiant les articles 55, 320 et 483 du code pénal, p. 439.

**452.** — Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, modifiant les articles 28, 29 et 36 du code pénal, p. 439.

**453.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré relative aux mesures nécessaires pour lutter contre les propagandes de trahison, p. 440.

**454.** — Rapport d'information de M. Litaise sur les statuts des personnels des grades d'entreprises publiques, p. 441.

**455.** — Proposition de résolution de M. Edmond Michelet tendant à inviter le Gouvernement à compléter la loi relative au dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 451.

**456.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au statut des officiers de réserve de l'armée de terre, p. 452.

Voir: Assemblée nationale, nos 3084, 6199 (2<sup>e</sup> législ.), 599, 1358 (3<sup>e</sup> législ.).

**457.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, complétant l'article 103 du titre I<sup>er</sup> du livre IV du code du travail, p. 454.

Voir: Assemblée nationale, nos 1608, 3740, 6091, 10710 (2<sup>e</sup> législ.); 51, 1001 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 399 (année 1955), 89, 129, 389 (session de 1955-1956).

**458.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi relatif au régime des prisons, p. 455.

Voir: Conseil de la République, n° 375.

**459.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi relatif à la répression des crimes commis dans les prisons, p. 455.

Voir: Conseil de la République, n° 412.

**460.** — Rapport de M. Schwartz sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amnistie de faits commis à l'occasion de conflits collectifs du travail, p. 455.

Voir: Assemblée nationale, nos 1229, 4518 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 420.

**461.** — Proposition de résolution de M. Brettes relative à la liste des zones critiques et plans d'aménagement, p. 456.

**462.** — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à rétablir la ligne maritime Bordeaux—Brésil—La Plata, p. 457.

**463.** — Rapport de M. Périquier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au comité interprofessionnel des vins des Côtes de Provence, p. 457.

Voir: Assemblée nationale, nos 11764, 11837 (2<sup>e</sup> législ.), 479, 685 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 387.

**464.** — Rapport d'enquête de M. Georges Portmann sur le fonctionnement de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Dakar, p. 458.

**465.** — Proposition de résolution de M. Georges Portmann relative à l'école de médecine et de pharmacie de Dakar, p. 466.

**466.** — Rapport de M. Plait sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la convention d'assistance sociale et médicale signée entre les pays membres du Conseil de l'Europe, p. 467.

Voir: Assemblée nationale, nos 10918, 11655 (2<sup>e</sup> législ.), 561, 1152 (3<sup>e</sup> législ.).

**467.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux baux commerciaux, p. 467.

Voir: Assemblée nationale, nos 1503, 1506, 1637, 1858 (3<sup>e</sup> législ.).

**468.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 467.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 443.

**469.** — Avis de la commission des finances par M. Armengaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 470.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468.

**470.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. Sempé sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 482.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 346, 133, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469.

**471.** — Rapport de M. Canivez sur la proposition de résolution de M. Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret relatif aux crédits et aux régimes des subventions en matière de travaux civils, p. 483.

Voir: Conseil de la République, n° 476.

**472.** — Proposition de loi de M. Edmond Michelet tendant à renforcer les pouvoirs donnés au Gouvernement, p. 484.

**473.** — Rapport de M. Deutschmann sur les propositions de loi de MM. Plazanet, Schwartz et Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relatives aux élections municipales, p. 485.

Voir: Conseil de la République, nos 101, 247 (année 1955) et 439 (session de 1955-1956).

**474.** — Rapport de M. Georges Portmann sur sa proposition de résolution relative à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Dakar, p. 496.

Voir: Conseil de la République, n° 465

**475.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou des locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 496.

Voir: Assemblée nationale, nos 1503, 1506, 1637, 1858 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 467.

**476.** — Rapport de M. Driant sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier et compléter la loi sur les dommages de guerre, p. 496.

**477.** — Proposition de loi de M. de Menditte tendant à étendre aux amers et aux phares la loi concernant la détermination et la protection des champs de vue des postes électro-sémaphoriques, p. 498.

Voir: Assemblée nationale, nos 570, 1702 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 154 (année 1952); 525 (année 1955), 144, 271, 273, 448 (session de 1955-1956).

**478.** — Proposition de loi de M. de La Gontrie tendant à amnistier les faits commis au cours de réunions et de manifestations sur la voie publique organisées par des groupements professionnels agricoles, p. 499.

**479.** — Proposition de loi de M. Naveau tendant à constater la nullité de l'acte dit loi relatif au contrôle douanier, p. 499.

**480.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 499.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470.

**481.** — Rapport de M. Henri Varlot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant l'article 569 du code de la santé publique (exercice de la pharmacie d'officine), p. 500.

Voir: Assemblée nationale, nos 1710, 4395 (2<sup>e</sup> législ.), 48, 1199 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 269, 420 (année 1955), 421 (session de 1955-1956).

**482.** — Rapport supplémentaire de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 500.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470, 480.

**483.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les dommages de guerre et la reconstruction, p. 500.

Voir: Assemblée nationale, nos 8110, 11672 (2<sup>e</sup> législ.), 476, 1594 (3<sup>e</sup> législ.).

**484.** — Rapport d'information de M. Berthaud fait au nom de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission au Moyen-Orient, p. 500.

**485.** — Deuxième rapport supplémentaire de Mme Devaud sur le projet de loi portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 505.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470, 480, 482.

**486.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la participation de la France à la Société financière internationale, p. 505.

**487.** — Proposition de résolution de M. Edmond Michelet tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant l'article 8 de la loi établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, p. 505.

**488.** — Proposition de résolution de M. Edmond Michelet tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à permettre aux militaires de carrière titulaires d'une pension d'invalidité de percevoir cette pension au taux du grade, p. 506.

**489.** — Proposition de loi de M. Chazette tendant à étendre aux groupes d'habitations à loyer modéré la liste des établissements protégés contre la création de débits de boissons, p. 506.

**490.** — Rapport d'enquête de M. Rotinat sur l'état des problèmes de défense en Afrique noire, p. 507.

**491.** — Proposition de loi de M. Monichon tendant à relever les maxima des marchés départementaux, p. 513.

**492.** — Proposition de loi de M. Monichon tendant à relever les maxima dans les limites desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et à effectuer des achats sur simples factures, p. 513.

**493.** — Deuxième rapport de M. Walker sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 514.

Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470, 480, 482, 485.

**494.** — Proposition de loi de M. Thibon tendant à modifier l'article 338 du code rural visant les pénalités encourues en matière de production d'animaux domestiques, p. 514.

**495.** — Rapport de M. Trellu sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux taxes d'usage des installations d'outillage concédées dans les ports de pêche, p. 514.

Voir: Assemblée nationale, nos 227, 777 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 361.

**496.** — Rapport de M. Razac sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 515.

Voir: Assemblée nationale, nos 895, 1242, 1271 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 402.

**497.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi tendant à instituer l'intégration de plein droit dans la nationalité française des personnes originaires de Trente et de la Brigue, p. 520.

Voir: Conseil de la République, n° 276.

- 498.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la réquisition des locaux commerciaux vacants, p. 520.  
Voir: Assemblée nationale, nos 10760, 11933 (2<sup>e</sup> législ.), 518, 1358 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 429.
- 499.** — Rapport de M. Hoefel sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, p. 521.  
Voir: Assemblée nationale, nos 631, 1035, 1169, 1410, 1708, 1751 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 446.
- 500.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Verdun, un contingent de croix de la Légion d'honneur, p. 522.  
Voir: Assemblée nationale, nos 290, 686, 1647 (3<sup>e</sup> législ.).
- 501.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris et complétant l'article 730 du code de la santé publique, p. 522.  
Voir: Assemblée nationale, nos 206, 994, 1613, 1871 (3<sup>e</sup> législ.).
- 502.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret relatif aux droits de douane sur les chaussures, p. 523.  
Voir: Assemblée nationale, nos 301, 1864 (3<sup>e</sup> législ.).
- 503.** — Rapport de M. Coudé du Foresto sur la proposition de résolution de MM. Georges Portmann et Longchambon relative à l'exemption fiscale pour l'aide privée à la recherche scientifique, p. 523.  
Voir: Conseil de la République, n° 348.
- 504.** — Proposition de résolution de M. Brettes relative à l'article 404 du code général des impôts, p. 524.
- 505.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur la proposition de loi de M. Abel-Durand relative à l'ouverture des boulangeries pendant les congés payés, p. 524.  
Voir: Conseil de la République, n° 448.
- 506.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi portant institution d'un code de procédure pénale, p. 525.  
Voir: Conseil de la République, n° 544 (année 1955).
- 507.** — Avis de la commission du suffrage universel par M. Monichon sur le projet de loi tendant à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 556.  
Voir: Assemblée nationale, nos 895, 1242, 1271 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 402, 496.
- 508.** — Avis de la commission de la justice par M. Jean Geoffroy sur le projet de loi tendant à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 556.  
Voir: Assemblée nationale, nos 895, 1242, 1271 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 402, 496, 507.
- 509.** — Avis de la commission des finances par M. Longuet sur le projet de loi tendant à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 556.  
Voir: Assemblée nationale, nos 895, 1242, 1271 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 402, 496, 507, 508.
- 510.** — Proposition de loi de M. Chazette relative aux permissions agricoles, p. 556.
- 511.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant les articles 62 et 78 de la loi relative à la prescription du droit à réparation en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, p. 557.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7663, 10113 (2<sup>e</sup> législ.), 47, 4889 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 195, 381 (année 1955).
- 512.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur l'assurance-vieillesse des chauffeurs de taxi, p. 557.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1325, 1602 (3<sup>e</sup> législ.).
- 513.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à compléter l'article 9 de la loi portant statut de la coopération, p. 558.  
Voir: Assemblée nationale, nos 40030, 41377 (2<sup>e</sup> législ.), 360, 1787 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 28, 225.
- 514.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'application de l'article 53 de la loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, p. 558.  
Voir: Assemblée nationale, nos 4460, 6834, 11018 (2<sup>e</sup> législ.), 806, 1263, 1888 (3<sup>e</sup> législ.).
- 515.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, après déclaration d'urgence, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 558.  
Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616, 2020 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470, 480, 482, 485, 498, 515, 527.
- 516.** — Rapport de M. Edgard Pisani sur la proposition de M. Edgard Pisani tendant à modifier l'ordonnance créant un commissariat à l'énergie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce commissariat, p. 560.  
Voir: Conseil de la République, n° 415.
- 517.** — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative aux mesures à prendre en faveur des jeunes rappelés ayant obtenu des prêts à la construction, p. 568.
- 518.** — Rapport de M. Hoefel sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au marché de l'orge et du seigle, p. 589.  
Voir: Assemblée nationale, nos 759, 1180, 1108, 1725, 1755 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 417.
- 519.** — Rapport de M. Biatarana sur la proposition de loi de M. Jacques Debü-Bridel, relative au taux d'échelonnement et à la durée de la contrainte par corps, p. 590.  
Voir: Conseil de la République, n° 220.
- 520.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi déclarant applicable aux départements d'outre-mer, la législation pénale métropolitaine, p. 590.  
Conseil de la République, n° 374 (session de 1955-1956).
- 521.** — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi de M. Delalande, modifiant le taux de compétence en dernier ressort, des tribunaux civils de première instance, p. 591.  
Voir: Conseil de la République, n° 444.
- 522.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant les articles 55, 320 et 483 du code pénal, p. 591.  
Voir: Conseil de la République, n° 451.
- 523.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant les articles 28, 29 et 36 du code pénal, p. 592.
- 524.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la procédure de recouvrement de certaines créances commerciales, p. 592.  
Voir: Assemblée nationale, nos 9496, 9849, 9989, 11744 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 167.
- 525.** — Rapport de M. Pellenc sur la proposition de résolution tendant à prendre toutes dispositions pour que le décret déterminant le mode de présentation du budget assure le respect des droits du contrôle parlementaire, p. 594.  
Voir: Conseil de la République, n° 407.
- 526.** — Proposition de résolution de M. Brégégère tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux exploitants agricoles pratiquant l'échange blé-pain ou blé-farine les possibilités de continuer cet échange, p. 595.
- 527.** — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant institution d'un fonds de solidarité, p. 595.  
Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616, 1995, 2020 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470, 480, 482, 485, 498, 515.
- 528.** — Avis de la commission du travail par M. Abel-Durand sur la proposition de loi tendant à la réglementation de l'ouverture et de la fermeture des boulangeries pendant la période des congés annuels payés, p. 597.  
Voir: Conseil de la République, nos 418, 505.
- 529.** — Avis de la commission des finances par M. Walker sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 598.  
Voir: Assemblée nationale, nos 113, 126, 346, 1233, 1360, 1399, 1568, 1616, 1995, 2020 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 443, 468, 469, 470, 480, 482, 485, 498, 515, 527.
- 530.** — Proposition de résolution de M. Paul-Emile Descomps tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux exploitants agricoles du Gers, p. 598.
- 531.** — Lettre de M. le ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, portant communication d'un arrêt de la cour d'appel de Paris, confirmant un jugement du tribunal de commerce de la Seine, par lequel un membre du Conseil de la République a été déclaré en état de faillite, p. 598.
- 532.** — Avis de la commission des affaires étrangères, par M. Michel Yver sur la proposition de loi de M. Edgard Pisani tendant à modifier l'ordonnance créant un commissariat à l'énergie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce commissariat, p. 600.  
Voir: Conseil de la République, nos 415, 516.
- 533.** — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, p. 602.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1112, 11398 (2<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 192.
- 534.** — Proposition de loi de M. Martial Brousse tendant à obtenir l'ajustement du taux d'extraction en fonction de la collecte de blé, p. 603.
- 535.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Coudé du Foresto sur la proposition de loi de M. Edgard Pisani tendant à modifier l'ordonnance créant un commissariat à l'énergie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce commissariat, p. 603.  
Voir: Conseil de la République, n° 415, 516, 532.
- 536.** — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi relatif à l'abandon de famille, p. 605.  
Voir: Conseil de la République, n° 445.

**537.** — Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi de M. Joseph Raybaud relative aux sanctions en matière de coordination des transports routiers et ferroviaires, p. 606.  
Voir: Conseil de la République, n° 450.

**538.** — Avis de la commission de la recherche scientifique par M. Longchambon sur la proposition de loi de M. Edgard Pisani tendant à modifier l'ordonnance créant un commissariat à l'énergie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce commissariat, p. 606.  
Voir: Conseil de la République, nos 415, 516, 532, 535.

**539.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer l'usage des dénominations « Chambre de commerce », « Chambre de commerce et d'industrie », « Chambre de métiers » et « Chambre d'agriculture », p. 606.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7493, 7906 (2<sup>e</sup> législ.), 934, 1827 (3<sup>e</sup> législ.).

**540.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, sur le renouvellement des baux commerciaux, p. 607.

**541.** — Proposition de résolution de M. Marcilhacy tendant à inviter le Gouvernement à ne déposer que des textes rigoureusement conformes à la lettre et à l'esprit de la Constitution, p. 607.

**542.** — Avis de la commission des finances par M. Pellenc sur le projet de loi tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, p. 607.  
Voir: Assemblée nationale, nos 661, 1035, 1169, 1410, 1708, 1754 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 446, 499.

**543.** — Rapport de M. Maurice Walker sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'application de l'article 53 de la loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 608.  
Voir: Assemblée nationale, nos 4460, 6834, 11018 (2<sup>e</sup> législ.), 806, 1263, 1888 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 514.

**544.** — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant les articles 62 et 78 de la loi relative à la prescription et la réparation en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, p. 608.  
Voir: Assemblée nationale, nos 7663, 10113 (2<sup>e</sup> législ.), 47, 1889 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 511.

**545.** — Rapport de M. Dutoit sur la proposition de résolution de MM. Marignan et Vincent Delpuech relative à l'extension de la loi instituant un régime exceptionnel d'indemnisation aux travailleurs privés de leur emploi du fait du froid de février 1956, p. 608.  
Voir: Conseil de la République, n° 312.

**546.** — Proposition de résolution de M. Jules Castellani tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en faveur de Madagascar, les mesures nécessaires à l'organisation du marché du café, p. 609.

**547.** — Proposition de résolution de M. Ralijaona Laingo tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la participation d'anciens combattants d'outre-mer aux manifestations organisées en France pour les fêtes du 14 juillet, p. 611.

**548.** — Proposition de résolution de M. Ralijaona Laingo tendant à inviter le Gouvernement à organiser chaque année un pèlerinage à la Mecque pour les anciens combattants français musulmans, p. 611.

**549.** — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur sa proposition de résolution relative à la réédification de la statue du général Chanzy à Buzancy (Ardennes), p. 611.  
Voir: Conseil de la République, n° 293.

**550.** — Rapport de M. Southon sur la proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des écoles normales d'instituteurs et du personnel enseignant du premier degré, p. 611.  
Voir: Conseil de la République, n° 406.

**551.** — Rapport de M. Jean Bertaud sur la proposition de résolution de M. Léo Hamon relative à l'enseignement du code de la route, p. 612.  
Voir: Conseil de la République, n° 214.

**552.** — Rapport de M. Hoefel sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, p. 613.  
Voir: Assemblée nationale, nos 661, 1036, 1169, 1410, 1708, 1754 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 446, 499, 552.

**553.** — Rapport de M. Schwarz sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture après déclaration d'urgence, tendant à modifier l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, modifié par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 613.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1503, 1506, 1637, 1858, 1941, 2016 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 467, 475, 510.

**554.** — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, instituant des mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux, p. 613.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1813, 1866, 2103 (3<sup>e</sup> législ.).

**555.** — Proposition de loi de M. Deguise tendant à modifier l'article 10 de la loi réglementant la monte des taureaux, p. 611.

**556.** — Rapport de M. Julien Brunhes sur la proposition de loi de M. Edmond Michelet tendant à renforcer les pouvoirs donnés au Gouvernement par la loi n° 56-258 du 16 mars 1956, p. 614.  
Voir: Conseil de la République, n° 472.

**557.** — Rapport de M. Parisot, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Verdun, un contingent de croix de la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918 remplissant certaines conditions, p. 615.  
Voir: Assemblée nationale, nos 290, 686, 1617 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 500.

**558.** — Projet de loi, adopté en troisième lecture par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 615.  
Voir: Assemblée nationale, n° 2215 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 413, 468, 469, 470, 480, 482, 485, 493, 515, 527, 529.

**559.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi, adopté en troisième lecture par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant institution d'un fonds national de solidarité, p. 617.  
Voir: Assemblée nationale, n° 2215 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 413, 468, 469, 470, 480, 482, 485, 493, 515, 527, 529, 558.

**560.** — Rapport de Mme Girault sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale sur l'assurance-vieillesse des chauffeurs de taxis, p. 619.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1325, 1892 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 512.

**561.** — Rapport de M. Le Basser sur la proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures politiques et civiles nécessaires pour lutter contre les propagandes de trahison, p. 620.  
Voir: Conseil de la République, n° 453.

**562.** — Projet de loi modifié par l'Assemblée nationale, sur la responsabilité du transporteur au cas de transport aérien, p. 621.  
Voir: Assemblée nationale, nos 69, 1912 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 163, 406 (année 1955) et 30 (session de 1955-1956).

**563.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 217 et 327 du code rural relatifs à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, p. 621.  
Voir: Assemblée nationale, n° 384, 2096 (3<sup>e</sup> législ.).

**564.** — Rapport de M. Jules Castellani sur sa proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en faveur de Madagascar, les mesures nécessaires à l'organisation du marché du café, p. 622.  
Voir: Conseil de la République, n° 546.

**565.** — Rapport de M. de Pontbriand sur le projet de loi modifiant divers articles du code rural, p. 622.  
Voir: Conseil de la République, n° 432.

**566.** — Proposition de loi de M. Rivièrez tendant à autoriser les dentistes et opérateurs tolérés de Tunisie à exercer en France et dans les territoires d'outre-mer, p. 624.

**567.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 625.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1862, 1887, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313 (3<sup>e</sup> législ.).

**568.** — Rapport de M. Marcilhacy, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, instituant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, p. 633.  
Voir: Assemblée nationale, nos 1813, 1866, 2103 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 554.

**569.** — Rapport de M. Canivez sur la proposition de loi relative aux colonies de vacances, p. 633.  
Voir: Conseil de la République, n° 251 (année 1955).

**570.** — Rapport d'information de M. Rochereau sur la mission économique française en Chine populaire, p. 635.

**571.** — Rapport supplémentaire de M. Marcel Molle sur la proposition de loi de M. Jozeau-Marigné, tendant à modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 16 novembre 1940 relatif aux sociétés anonymes, p. 640.  
- Voir: Conseil de la République, nos 322 et 414.

**572.** — Rapport de M. de Villoutreys, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rétablissant la perception des droits de douane d'importation applicables à certaines catégories de chaussures, p. 641.  
Voir: Assemblée nationale, nos 101, 1684 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 502.

**573.** — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution de M. Maurice Walker tendant à inviter le Gouvernement à continuer l'action traditionnelle de la France pour la sécurité collective internationale par le développement progressif, p. 644.  
Voir: Conseil de la République, n° 95 (année 1955).

**574.** — Proposition de loi de M. Marcihacy, tendant à rendre obligatoire pour les usagers des véhicules à deux roues propulsés par un moteur, le port d'une coiffure protectrice, p. 665.

**575.** — Avis de la commission du suffrage universel par M. Joseph Raybaud sur les propositions de loi: 1° de M. Plazanet tendant à rétablir les modalités d'élection des conseils municipaux établies par la loi du 5 avril 1884 en les complétant par certaines dispositions assurant l'égalité des moyens de propagande; 2° de M. Schwartz, tendant à rétablir, en matière d'élections municipales, le régime électoral de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale; 3° de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, ayant pour objet de rétablir pour l'élection des conseils municipaux des communes de plus de 9.000 habitants, le régime électoral de la loi du 5 avril 1884, p. 665.

Voir: Conseil de la République, nos 104, 247 (année 1955), 439, 473 (session de 1955-1956).

**576.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale dans sa troisième lecture, tendant à compléter les articles 830 et 840 du code rural en ce qui concerne les motifs de résiliation et de non-renouvellement des baux ruraux, p. 665.

Voir: Assemblée nationale, nos 10349, 10456, 11087, 11946, 11929 (2<sup>e</sup> législ.), 1039, 1878, 1992 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 79, 116, 185, 290, 297.

**577.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation, p. 666.

Voir: Assemblée nationale, nos 303, 520, 953, 1492, 1530, 1851 (3<sup>e</sup> législ.).

**578.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 17 de la loi relative aux élections des membres de l'Assemblée nationale, p. 666.

Voir: Assemblée nationale, n° 1326, 2001 (3<sup>e</sup> législ.).

**579.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant report des dates d'application de certaines mesures d'ordre fiscal, p. 666.

Voir: Assemblée nationale, nos 2087, 2301 (3<sup>e</sup> législ.).

**580.** — Rapport de M. Henri Varlot sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au laboratoire de la santé publique, p. 667.

Voir: Assemblée nationale, nos 1230, 1562 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République n° 423.

**581.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du contrat de bail signé le 20 décembre 1955 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord relatif au terrain situé à Paris (16<sup>e</sup>), entre le boulevard Lannes, l'avenue de Pologne et l'avenue du Maréchal-Fayolle, acquis par l'Etat suivant acte administratif du 24 août 1954, p. 669.

Voir: Assemblée nationale, 1799, 2235 (3<sup>e</sup> législ.).

**582.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 669.

Voir: Assemblée nationale, nos 249, 268, 411, 534, 684, 836, 849, 1012, 1538, 1619, 1613, 1732, 2315 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 604 (année 1953), 77 et 202 (année 1954).

**583.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au marché des céréales secondaires, p. 670.

Voir: Assemblée nationale, nos 759, 1180, 1408, 1725, 1755, 2257, 2322 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 447, 518.

**584.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la collecte du blé de la récolte 1955, p. 670.

Voir: Assemblée nationale, nos 234, 1497, 1595, 2321 (3<sup>e</sup> législ.).

**585.** — Proposition de loi de M. Georges Maurice, relative à l'expulsion des familles dont le chef appartient à une unité stationnée en Afrique du Nord, p. 670.

**586.** — Proposition de résolution de M. Rochereau tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et à développer les mesures propres à assurer l'expansion de notre commerce extérieur, p. 670.

**587.** — Rapport général de M. Pellenc, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 673.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1862, 1887, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2327 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 567.

**588.** Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant report des dates d'application de certaines mesures d'ordre fiscal, p. 812.

Voir: Assemblée nationale, nos 2087, 2301 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 579.

**589.** — Avis de la commission de la justice par M. Biatarana sur le projet de loi modifiant divers articles du code rural, p. 812.

Voir: Conseil de la République, nos 432, 565.

**590.** — Proposition de résolution de M. Motais de Narbonne tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi relatif à l'indemnisation des Français victimes des dominages subis au Nord-Viet-Nam, p. 812.

**591.** — Proposition de loi de MM. Rabouin et Brizard tendant à modifier la loi relative à la durée du mandat des sénateurs, p. 813.

**592.** — Rapport de M. Armengaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la participation de la France à la Société financière internationale, p. 814.

Voir: Assemblée nationale, nos 947, 1739 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 486.

**593.** — Rapport d'information de M. Jacques Debû-Bridel sur les taxes figurant à l'état P annexé au projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 819.

**594.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 824.

Voir: Assemblée nationale, n° 303, 520, 953, 1492, 1530, 1851 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 577.

**595.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa troisième lecture, tendant à compléter les articles 830 et 840 du code rural en ce qui concerne les motifs de résiliation et de non-renouvellement des baux ruraux, p. 825.

Voir: Assemblée nationale, nos 10349, 10456, 11087, 11946, 11929 (2<sup>e</sup> législ.), 1039, 1878, 1992 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 79, 116, 185, 290, 297.

**596.** — Rapport de M. Hoefel sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif au marché des céréales secondaires, p. 825.

Voir: Assemblée nationale, n° 759, 1480, 1408, 1725, 1755, 2257, 2323 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 447, 518, 583.

**597.** — Rapport de M. Monsarrat sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le décret n° 54-1078 du 4 novembre 1954, relatif à la collecte du blé de la récolte de 1955, p. 825.

Voir: Assemblée nationale, nos 234, 1497, 1595, 2321 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 584.

**598.** — Rapport de M. Henri Cordier, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer l'usage des dénominations « Chambre de commerce », « Chambre de commerce et d'industrie », « Chambre des métiers » et « Chambre d'agriculture », p. 825.

Voir: Assemblée nationale, nos 7493, 7906, 11315 (2<sup>e</sup> législ.), 834, 1827 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 539.

**599.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord relatif au service militaire entre la France et l'Italie, p. 826.

Voir: Assemblée nationale, nos 1664, 2029 (3<sup>e</sup> législ.).

**600.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au reclassement des ex-pilotes de la station de Haiphong, p. 827.

Voir: Assemblée nationale, nos 2176, 2272 (3<sup>e</sup> législ.).

**601.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accorder un nouveau délai pour les demandes de titre ou de pécule formulées par certaines catégories d'anciens combattants, p. 827.

Voir: Assemblée nationale, nos 323, 389, 513, 697, 1225, 1554, 1814, 2081 (3<sup>e</sup> législ.).

**602.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant reconduction de la législation sur les emplois réservés, p. 827.

Voir: Assemblée nationale, n° 1798, 2106 (3<sup>e</sup> législ.).

**603.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut de l'agence France-Presse, p. 828.

Voir: Assemblée nationale, nos 1196, 2061, 2283, (3<sup>e</sup> législ.).

**604.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, autorisant la cession à l'Etat, par la ville de Paris, d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, p. 829.

Voir: Assemblée nationale, nos 1523, 1920 (3<sup>e</sup> législ.).

**605.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 37 de la loi relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 829.

Voir: Assemblée nationale, nos 2266, 2364 (3<sup>e</sup> législ.).

**606.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, précisant le statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers, p. 830.

Voir: Assemblée nationale, nos 5724, 7939, 8179, 9833, 10528, 11350 (2<sup>e</sup> législ.), 816, 998, 2049, 2277 (3<sup>e</sup> législ.).

**607.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux salariés rappelés sous les drapeaux le bénéfice des congés payés, p. 830.

Voir: Assemblée nationale, nos 1383, 2044 (3<sup>e</sup> législ.).

**608.** — Proposition de résolution de M. de Menditte tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour favoriser entre collectivités de la métropole et collectivité d'outre-mer la pratique des « parrainages », p. 830.

**609.** — Rapport de M. Brégégère sur la proposition, adoptée par l'Assemblée nationale, dans sa deuxième lecture, tendant à compléter l'article 9 de la loi portant statut de la coopération, p. 831.

Voir: Assemblée nationale, nos 10030, 11377 (2<sup>e</sup> législ.), 360, 1787 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 28, 225, 513.

**610.** — Rapport supplémentaire de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi de M. Delalande modifiant le taux de compétence en dernier ressort des tribunaux civils de première instance et des tribunaux de commerce, p. 831.

Voir: Conseil de la République, nos 444, 521.

**611.** — Avis de la commission des finances, par M. Armengaud, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant organisation du laboratoire national de la santé publique et modification de la législation pharmaceutique, p. 832.

Voir: Assemblée nationale, nos 1230, 1562 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 423, 530.

**612.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, p. 832.

Voir: Assemblée nationale, nos 661, 1035, 1169, 1410, 1708, 1754, 2311, 2391 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 446, 499, 542, 552.

**613.** — Rapport de M. Hoeffel sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à instituer une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, p. 832.

Voir: Assemblée nationale, n° 2391 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 612.

**614.** — Rapport de M. Symphor sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au reclassement des ex-pilotes de la station de Halphong, p. 833.

Voir: Assemblée nationale, nos 2176, 2272 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 600.

**615.** — Rapport d'information de M. Molais de Narbonne relatif aux crédits affectés, en 1956, aux Etats associés, p. 833.

**616.** — Rapport de M. de Menditte sur sa proposition de loi tendant à étendre aux mers et aux phares les dispositions de la loi concernant les champs de vue des postes électro-sémaphoriques, p. 835.

Voir: Conseil de la République, n° 477.

**617.** — Rapport de M. Julien Brunhes sur la proposition de loi de M. Armengaud tendant à autoriser les jeunes Français résidant à l'étranger à devancer l'appel de leur classe, p. 835.

Voir: Conseil de la République, n° 266 (année 1955).

**618.** — Proposition de résolution de M. Arouna N'Joya tendant à inviter le Gouvernement à adjoindre aux juges de paix du Cameroun des assesseurs africains, p. 836.

**619.** — Proposition de résolution de M. Arouna N'Joya tendant à inviter le Gouvernement à organiser et favoriser l'art indigène au Cameroun, p. 836.

**620.** — Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, modifiant l'article 198 du code pénal, p. 837.

**621.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer, par M. Razac, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 837.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587.

**622.** — Proposition de loi de M. Courrière tendant à faire retourner aux fermiers et colons paritaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, p. 837.

**623.** — Rapport de M. Menu sur sa proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 3 du livre IV du code du travail relatifs à la création des conseils de prud'hommes, p. 837.

Voir: Conseil de la République, n° 262.

**624.** — Rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 838.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2327 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621.

**625.** — Avis de la commission des pensions par M. Cardot sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 840.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 624, 621.

**626.** — Rapport de M. de Montullé sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, p. 840.

Voir: Assemblée nationale, nos 3061, 6199 (2<sup>e</sup> législ.), 599, 1358 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 456.

**627.** — Rapport d'information de M. Suran sur la situation et les problèmes agricoles en Grande-Bretagne, ainsi que les aspects agricoles des relations commerciales entre la France et ce pays, p. 844.

**628.** — Proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier la loi instituant des mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux, ainsi que la loi tendant à surseoir aux expulsions d'occupants de locaux, p. 843.

**629.** — Rapport de M. Ratijsaona Laingo sur sa proposition de résolution relative à la participation d'anciens combattants d'outre-mer aux manifestations organisées en France le 11 juillet, p. 519.

Voir: Conseil de la République, n° 517.

**630.** — Avis de la commission des moyens de communication, par M. Brunhes, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 849.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625.

**631.** — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Jacques Gadouin, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 850.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630.

**632.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air (corps des officiers du service de santé), p. 850.

Voir: Assemblée nationale, nos 11510, 11849 (2<sup>e</sup> législ.), 598, 2271 (3<sup>e</sup> législ.).

**633.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article L. 9-1 du code des pensions d'invalidité des victimes de guerre, p. 850.

Voir: Assemblée nationale, nos 1462, 2168 (3<sup>e</sup> législ.).

**634.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, p. 851.

Voir: Assemblée nationale, nos 9516, 11694 (2<sup>e</sup> législ.); 1009, 2309 (3<sup>e</sup> législ.).

**635.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ayant pour objet la protection des monuments et sites dans les territoires de la France d'outre-mer, p. 851.

Voir: Assemblée nationale, nos 1893, 40072 (2<sup>e</sup> législ.); 863, 2093 (3<sup>e</sup> législ.).

**636.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à suspendre la perception de certains droits de douane d'importation, p. 854.

Voir: Assemblée nationale, nos 96, 99, 108, 838, 2287 (3<sup>e</sup> législ.).

**637.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article L. 189 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre instituant une allocation forfaitaire au profit des aveugles de la Résistance, p. 854.

Voir: Assemblée nationale, nos 1320, 1683, 2094 (3<sup>e</sup> législ.).

**638.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en troisième lecture, après déclaration d'urgence, relative au renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 854.

Voir: Assemblée nationale, nos 1503, 1506, 1637, 1858, 1941, 2016, 2285, 2399 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 467, 475, 540, 553.

**639.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier la loi permettant de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 855.

Voir: Assemblée nationale, nos 303, 520, 953, 1492, 1530, 1851, 2468, 2530 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 577, 594.

**640.** Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, p. 855.

Voir: Assemblée nationale, nos 359, 1350, 1870, 2018 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 11, 243, 254.

**641.** Avis de la commission de l'intérieur par M. Nayrou sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 855.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631.

**642.** Rapport de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre sur sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des jeunes rappelés qui ont obtenu des prêts à la construction, p. 856.

Voir: Conseil de la République, n° 517.

**643.** Avis de la commission de la reconstruction par M. Plazanel sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 856.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631, 641.

**644.** Rapport de M. Armengaud sur la proposition de résolution relative à la réforme des méthodes de financement et de gestion des entreprises de droit français intéressées à des productions fondamentales de caractère concurrentiel, p. 856.

Voir: Conseil de la République, n° 579

- 645.** Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au reclassement des fonctionnaires et agents français du Maroc et de Tunisie, p. 879.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1768, 2152, 2408, 2447, 2519, 2552 (3<sup>e</sup> législ.).
- 646.** Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, tendant à abroger l'article 46 de la loi sur la liberté de la presse, p. 880.
- 647.** Projet de loi, présenté par M. François Mitterrand, ministre d'Etat, garde des sceaux, chargé de la justice, modifiant certains articles de la loi sur la liberté de la presse, p. 880.
- 648.** Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création et statut du corps des magistrats militaires du service de la justice militaire des forces armées, p. 881.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1449, 2369 (3<sup>e</sup> législ.).
- 649.** Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du décret réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers commerciaux, p. 882.  
Voir: Assemblée nationale; nos 249, 268, 411, 534, 684, 836, 849, 1012, 1538, 1619, 1633, 1732, 2315 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 604 (année 1953), 77, 202 (année 1954) et 582 (session de 1955-1956).
- 650.** Deuxième rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 884.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631, 641, 643.
- 651.** Rapport supplémentaire de M. de Montullé sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, p. 885.  
Voir: Assemblée nationale; nos 3881, 6490 (2<sup>e</sup> législ.), 599, 4358 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 456, 626.
- 652.** Troisième rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 885.  
*Ce document n'a pas été publié.*  
Voir: Assemblée nationale; nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 641, 643, 650.
- 653.** Rapport de M. Parisot sur le projet de loi complétant la loi relative aux nominations et promotions de certains personnels des services de santé des forces armées, p. 885.  
Voir: Conseil de la République; no 304.
- 654.** Rapport de M. Jozeau-Marigné sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les dommages de guerre et la reconstruction, p. 885.  
Voir: Assemblée nationale; nos 8410, 44672 (2<sup>e</sup> législ.), 476, 4594 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République; no 483.
- 655.** — Rapport de M. François Ruin sur la proposition de loi de M. Carcassonne tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse par les cadres ou leurs conjoints survivants, p. 886.  
Voir: Conseil de la République, no 8 (année 1955).
- 656.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'admission dans les cadres actifs des officiers de réserve de l'armée de l'air, p. 886.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1718, 2439 (3<sup>e</sup> législ.).
- 657.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires gérants travaillant dans les gares de la Société nationale des chemins de fer français et du chemin de fer métropolitain de Paris, p. 887.  
Voir: Assemblée nationale; nos 9881, 11192 (2<sup>e</sup> législ.), 4008, 2358 (3<sup>e</sup> législ.).
- 658.** — Proposition de loi de M. Radius relative à la publicité par panneaux-réclame, p. 887.
- 659.** — Rapport de M. Robert Chevalier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, accordant un nouveau délai pour les demandes de titre ou de pénurie formulées par certaines catégories d'anciens combattants, p. 887.  
Voir: Assemblée nationale; nos 323, 389, 513, 697, 1225, 1814, 2081 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 601.
- 660.** — Rapport de M. Robert Chevalier sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant reconduction de la législation sur les emplois réservés, p. 888.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1798, 2106 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 602.
- 661.** — Rapport de M. Edmond Jollif sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article L. 9-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 888.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1462, 2168 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 633.
- 662.** — Rapport d'information de M. Coude du Foresto sur la situation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 888.

- 663.** — Projet de loi fixant le régime des matériels de guerre, p. 902.
- 664.** — Projet de loi modifiant l'article 312 du code pénal, p. 903.
- 665.** — Rapport de M. René Dubois sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux concours de médecine des hôpitaux de Paris, p. 904.  
Voir: Assemblée nationale; nos 256, 994, 1613, 1871 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, no 501.
- 666.** — Rapport de M. Julien Brunhes sur la proposition de loi de M. Armengaud relative à la dispense du service militaire en France des jeunes Français ayant satisfait aux obligations militaires d'un pays de l'O. T. A. N., p. 906.  
Voir: Conseil de la République, no 244 (année 1955).
- 667.** — Rapport de M. Montsarrat sur la proposition de loi de M. Marignan tendant à définir la profession d'expert agricole, p. 906.  
Voir: Conseil de la République, no 355.
- 668.** — Avis de la commission de la reconstruction par M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions du décret no 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 907.  
Voir: Assemblée nationale; nos 8456, 10033 (2<sup>e</sup> législ.), 249, 208, 441, 534, 1732, 2315 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 604 (année 1953), 77 et 202 (année 1954), 582 et 619 (session de 1955-1956).
- 669.** — Rapport de M. de Montullé sur la proposition de M. Chazette relative aux conditions d'attribution des permissions agricoles, p. 907.  
Voir: Conseil de la République, no 510.
- 670.** — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale avec modification dans sa deuxième lecture, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 908.  
Voir: Assemblée nationale, no 2618 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 625, 630, 631, 641, 643, 650, 652.
- 671.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 910.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1487, 1862, 1887, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2327 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 623, 625, 630, 631, 641, 643, 650, 652, 670.
- 672.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi no 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, ainsi que les dispositions de l'article 312-2 du code de l'urbanisme et de l'habitation, p. 916.
- 673.** — Rapport de M. Marcilhacy sur la proposition de loi de M. Georges Pernot tendant à modifier la loi no 56-672 du 9 juillet 1956 insistant diverses mesures de protection en faveur des militaires rappelés ou maintenus provisoirement sous les drapeaux, p. 916.  
Voir: Conseil de la République, nos 585, 628.
- 674.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi no 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée, permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, ainsi que les dispositions de l'article 312-2 du code de l'urbanisme et de l'habitation, p. 916.  
Voir: Conseil de la République, no 672.
- 675.** — Rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 916.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 624, 625, 630, 641, 643, 650, 652, 670, 671.
- 676.** — Rapport de M. Robert Brizard sur le projet de résolution portant pour l'exercice 1955: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 916.
- 677.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant no 2 à la convention générale du 10 juillet 1950 entre la France et la République fédérale d'Allemagne sur la sécurité sociale, ainsi que l'accord complémentaire no 5 à ladite convention, signés le 18 juin 1952, p. 923.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1779, 2308 (3<sup>e</sup> législ.).
- 678.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et la République fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale, signé le 3 avril 1952, p. 924.  
Voir: Assemblée nationale; nos 4303, 567, 6960 (2<sup>e</sup> législ.), 805, 2310 (3<sup>e</sup> législ.).
- 679.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant le placement des capitaux de la dotation des associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, p. 924.  
Voir: Assemblée nationale; nos 1531, 2442 (3<sup>e</sup> législ.).

**680.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant les indemnités accordées aux titulaires de certaines fonctions municipales et départementales, p. 924.

Voir: Assemblée nationale, nos 788, 2143 (3<sup>e</sup> législ.).

**681.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, sur le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non-agricoles, p. 925.

Voir: Assemblée nationale, nos 10699, 11164 (2<sup>e</sup> législ.), 357, 2444 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 12 et 214.

**682.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interpréter les diverses lois sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, p. 925.

Voir: Assemblée nationale, nos 899, 2339 (3<sup>e</sup> législ.).

**683.** — Rapport de M. Léonelli sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie, p. 925.

Voir: Assemblée nationale, nos 1768, 2152, 2408, 2447, 2519, 2552 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 645.

**684.** — Rapport d'information de M. André Litaise sur l'économat de la Société nationale des chemins de fer français, p. 925.

**685.** — Rapport de M. Suran sur la proposition de résolution de M. Brégère, tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux exploitants agricoles pratiquant l'échange blé-pain ou blé-farine les possibilités de continuer cet échange; p. 929.

Voir: Conseil de la République, n° 526.

**686.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, p. 930.

Voir: Assemblée nationale, nos 381, 2096 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 563.

**687.** — Proposition de résolution de M. Naveau relative aux laits de vaches traitées à la pénicilline ou nourries avec des aliments fermentés, p. 930.

**688.** — Rapport de M. Claude Mont sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 931.

Voir: Assemblée nationale, nos 2266, 2364 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 605.

**689.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale, dans sa troisième lecture, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 932.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2592, 2593, 2613, 2681, 2682 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631, 641, 643, 650, 652, 670, 671 et 675.

**690.** — Avis de la commission des affaires étrangères M. d'Argenlieu sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie, p. 933.

Voir: Assemblée nationale nos 1768, 2152, 2408, 2447, 2519, 2552 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 615 et 683.

**691.** — Rapport de M. Michel Yver sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation d'un contrat de bail entre la République française et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, p. 933.

Voir: Assemblée nationale, nos 1799, 2235 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 581.

**692.** — Rapport de M. Le Bâsser, fait au nom de la commission chargée d'examiner une communication de M. le garde des sceaux faisant connaître qu'un membre du Conseil de la République a été déclaré en état de faillite, p. 934.

Voir: Conseil de la République, n° 531.

**693.** — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords intérimaires européens concernant la sécurité sociale, p. 934.

Voir: Assemblée nationale, nos 9516, 11691 (2<sup>e</sup> législ.), 1009, 2309 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 631.

**694.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'un pont suspendu sur la Garonne, entre Bordeaux et Lormont, p. 935.

Voir: Assemblée nationale, nos 2481, 2534 (3<sup>e</sup> législ.).

**695.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant pour les dépenses militaires de 1956: 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits; 2<sup>o</sup> création de ressources nouvelles; 3<sup>o</sup> ratification de décrets, p. 935.

Voir: Assemblée nationale, nos 2526, 2605, 2618, 2623, 2612 (3<sup>e</sup> législ.).

**696.** — Rapport de M. André Boutemy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant pour les dépenses militaires de 1956: 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits; 2<sup>o</sup> création de ressources nouvelles; 3<sup>o</sup> ratification de décrets. (Première partie — Crédits et autorisation de programme), p. 942.

Voir: Assemblée nationale, nos 2526, 2605, 2618, 2623, 2612 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 695.

**697.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 945.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République (nos 567, 587, 613, 670, 671, 675, 689).

**698.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relative à la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, p. 945.

Voir: Assemblée nationale, nos 9796, 10329, 11332, 11333 (2<sup>e</sup> législ.), 359, 1350, 2018 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 11, 243, 251, 610.

**699.** — Rapport de M. Menu sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rétablir dans leurs droits, en regard de l'assurance vieillesse, les bibliothécaires gérants travaillant dans les gares de la Société nationale des chemins de fer français, p. 946.

Voir: Assemblée nationale, nos 9381, 11192 (2<sup>e</sup> législ.), 1008, 1112, 2358 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 657.

**700.** — Rapport supplémentaire de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 946.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 613, 670, 671, 675, 689, 697.

**701.** — Rapport de M. Fiales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'accord relatif au service militaire conclu entre la France et l'Italie, p. 946.

Voir: Assemblée nationale, nos 1604, 2029 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 599.

**702.** — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder aux salariés rappelés sous les drapeaux le bénéfice des congés payés, p. 946.

Voir: Assemblée nationale, nos 1383, 2014 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 607.

**703.** — Rapport de M. François Valentin tendant à modifier le règlement du Conseil de la République, p. 947.

**704.** — Avis de la commission de la défense nationale, par M. Rotinat, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant pour les dépenses militaires de 1956: 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits; 2<sup>o</sup> création de ressources nouvelles; 3<sup>o</sup> ratification de décrets, p. 950.

Voir: Assemblée nationale, nos 2526, 2605, 2618, 2623, 2642, 2683, 2684 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 695, 696.

**705.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale dans sa quatrième lecture, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 950.

Voir: Assemblée nationale nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 652, 670, 671, 675, 689, 697, 700.

**706.** — Rapport de M. Durieux sur la proposition de loi de M. Courrière tendant à faire ristourner aux colons partiaires les exonérations d'impôts accordées à la suite des calamités agricoles aux propriétaires, p. 950.

Voir: Conseil de la République, n° 622.

**707.** — Avis de la commission des finances sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 37 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, p. 950.

Voir: Assemblée nationale, nos 2266, 2364 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 605, 688.

**708.** — Projet de loi portant, pour les dépenses militaires de 1956: 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits; 2<sup>o</sup> création de ressources nouvelles; 3<sup>o</sup> ratification de décrets, p. 951.

Voir: Assemblée nationale, nos 2526, 2605, 2618, 2623, 2642, 2683, 2684, 2714, 2716, (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 695, 696, 704.

**709.** — Rapport de M. de Montullé sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air (corps des officiers du service de santé), p. 951.

Voir: Assemblée nationale, nos 14510, 14919 (2<sup>e</sup> législ.), 508, 2271 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 632.

**710.** — Rapport de M. de Montullé sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'admission dans les cadres actifs des officiers de réserve de l'armée de l'air, p. 951.

Voir: Assemblée nationale, nos 1718, 2439 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 658.

**711.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, après déclaration d'urgence, portant pour les dépenses militaires de 1956: 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits; 2<sup>o</sup> création de ressources nouvelles; 3<sup>o</sup> ratification de décrets, p. 951.

Voir: Assemblée nationale, nos 2526, 2605, 2618, 2623, 2642, 2683, 2684, 2714, 2718 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 695, 696, 704, 708.

**712.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa quatrième lecture, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 952.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2317 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631, 641, 643, 650, 652, 670, 671, 689, 697 et 700.

**713 (rect.).** — Proposition de loi adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, concernant le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 952.

Voir: Assemblée nationale, nos 8456, 10033 (2<sup>e</sup> législ.), 534, 1613, 1732, 2315, 2637, 2677 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 604 (année 1953), 77 et 202 (année 1954), 582, 649, 668 (session de 1955-1956).

**714.** — Rapport de M. Abel-Durand sur la proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée, fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles et l'article 2 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 modifiée sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 952.

Voir: Assemblée nationale, nos 10699, 11164 (2<sup>e</sup> législ.), 357, 2111 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 12, 244, 681.

**715.** — Rapport de M. Pierre Courant, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1955, p. 952.

**716.** — Proposition de résolution de M. Chazette tendant à inviter le Gouvernement à comprendre la tapisserie parmi les travaux de décoration dans les bâtiments de l'enseignement public, p. 977.

**717.** — Proposition de résolution de M. Chazette relative à une aide aux exploitants agricoles de la Creuse, victimes des orages de grêle de mai et juillet 1956, p. 977.

**718.** — Proposition de résolution de M. Michelet tendant à demander au Gouvernement d'assurer la liberté de la navigation du canal de Suez et d'obtenir des excuses du Gouvernement égyptien, p. 977.

**719.** — Projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale, dans sa cinquième lecture, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 977.

Voir: Assemblée nationale nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631, 641, 643, 650, 652, 670, 671, 675, 689, 697, 700, 705 et 712.

**720.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 978.

Voir: Assemblée nationale, nos 1487, 1914, 1966, 2017, 2045, 2062, 2312, 2313, 2347 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 587, 621, 624, 625, 630, 631, 641, 643, 650, 652, 670, 671, 675, 689, 697, 700 et 705.

**721.** — Proposition de résolution de M. Jean Geoffroy relative aux pertes de recettes subies par les collectivités locales sur le territoire desquelles sont effectués des travaux publics, p. 978.

**722.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, accordant l'autorisation prévue par la loi du 15 janvier 1913 pour l'établissement d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance, p. 978  
Voir: Assemblée nationale, nos 603, 2648 (3<sup>e</sup> législ.).

**723.** — Rapport de M. Rupied sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, accordant l'autorisation prévue par la loi du 15 janvier 1913 pour l'établissement d'une usine marémotrice dans l'estuaire de la Rance, p. 979.

Voir: Assemblée nationale, nos 603, 2648 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 722.

**724.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 51-676 du 24 mai 1951 relative à la culture et au prix de la chicorée à café, p. 979.

Voir: Assemblée nationale, nos 2317, 2678 (3<sup>e</sup> législ.).

**725.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, tendant à définir les conditions d'attribution des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur aux militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 979.

Voir: Assemblée nationale, nos 8591, 9006 (2<sup>e</sup> législ.), 41, 2396 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, nos 567, 689.

**726.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'intervention des experts, p. 979.

Voir: Assemblée nationale, nos 1502, 2517 (3<sup>e</sup> législ.).

**727.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant rétablissement total ou partiel des droits de douane d'importation, et suspension des droits applicables aux bovins, p. 980.

Voir: Assemblée nationale, nos 1501, 1504, 1852, 2392, 2548 (3<sup>e</sup> législ.).

**728.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi sur l'allocation de vieillesse agricole, p. 980.

Voir: Assemblée nationale, nos 969, 1750, 2322 (3<sup>e</sup> législ.).

**729.** — Rapport de M. Durieux sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 51-676 du 24 mai 1951 relative à la culture et au prix de la chicorée à café, p. 980.

Voir: Assemblée nationale, nos 2317, 2678 (3<sup>e</sup> législ.); Conseil de la République, n° 724.

**730.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à attribuer une allocation « de la mère au foyer » aux chefs de famille non salariés des professions non agricoles, p. 980.

Voir: Assemblée nationale, nos 1811, 2074, 2353, 2516, 2655 (3<sup>e</sup> législ.).

**731.** — Proposition de loi de M. Alex Roubert tendant à modifier l'article 60 du décret organique déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat, p. 981.